

## Arrêtons la main meurtrière de l'apartheid !

7 juillet — Le gouvernement sanguinaire d'Afrique du Sud tente d'imposer à la puissante classe ouvrière noire une nouvelle loi esclavagiste qui vise à balayer les quelques acquis qui résultent de dix ans de lutte acharnée et meurtrière. Face à cette terrible menace, durant trois jours au mois de juin, du 6 au 8, trois millions d'ouvriers noirs ont répondu par la plus grande grève générale de l'histoire du régime de l'apartheid. A cette bataille puissante s'ajoute la nécessaire mobilisation pour arracher à la mort que leur réserve Botha deux groupes importants de com-

battants anti-apartheid. Moses Mayekiso, secrétaire général du National Union of Metal Workers of South Africa (NUMSA) et ses quatre camarades inculpés pour trahison, subversion et sédition, accusés d'avoir formé le comité d'action qui a dirigé la révolte de la township d'Alexandra en février 1986. On les accuse surtout d'avoir usurpé l'autorité de l'Etat de l'apartheid en établissant « des organes de pouvoir populaire » organisant les habitants en comités de quartier, de rue ou d'immeuble et en organisant des « tribunaux populaires ». En

Suite page 5

Sharpeville,  
décembre  
1987 :  
chants  
pour les six  
condamnés  
à mort.



## Non à l'accord colonial Tjibaou-Rocard-Lafleur !

# Indépendance immédiate pour la Nouvelle-Calédonie !

7 juillet — Du PCF au RPR, le Parlement vient de voter à la quasi-unanimité le projet de loi qui confie pendant un an à l'Etat impérialiste français l'administration directe de la Nouvelle-Calédonie, première phase de l'accord de Matignon sur l'avenir du « territoire d'outre-mer ». Cet accord colonial signé le 26 juin par Tjibaou et Lafleur, respectivement pour le FLNKS et le RPCR gaulliste, réunit dans un même consensus, outre le PS, les Veil, Madelin, Juppé, et même Pons, ministre sortant des colonies et auteur de l'infâme statut rejeté par les Kanaks. *Le Monde* (28 juin) a salué là « un gage sérieux de l'ouverture ». Barre n'a-t-il pas en effet été amplement consulté par Rocard. Et le gouvernement espère bien, l'automne prochain, un large plébiscite (qui consolidera l'« ouverture » mitterrandienne), lors du référendum national prévu pour ratifier le nouveau statut. Il devrait maintenir la domination coloniale directe pour une période de dix ans au bout de laquelle serait organisé un « scrutin



Manuel Vimenet/VU

Lafleur et Tjibaou : « L'esclave a accepté de serrer la main de son maître. »

d'autodétermination » — c'est-à-dire, comme l'écrit *le Monde* (*Ibid.*), « à terme, aucune certitude d'indépendance » —, tout en organisant la partition fédérale de l'île en trois « provinces » : un régime de bantoustans pour les Kanaks.

Nous ne pourrions évidemment qu'appeler à voter « non » à un tel référendum. Et c'est le devoir élémentaire du mouvement ouvrier français de se mobiliser pour le retrait des troupes françaises de Nouvelle-Calédonie et du Pacifique,

pour l'indépendance *inconditionnelle* et *immédiate* de la Nouvelle-Calédonie et des autres colonies « françaises ».

Dans les rangs du FLNKS, l'accord — sans parler de l'odieux spectacle de Tjibaou échangeant des amabilités avec Lafleur, déclarant même : « Désormais on va tirer [sic] dans le même sens » (*le Monde*, 29 juin) — a provoqué stupeur et opposition. Y compris la direction de l'Union calédonienne (UC), l'organisation de Tjibaou majoritaire dans le FLNKS, n'a toujours pas avalisé l'accord, reportant sa décision au 14 juillet. C'est le secrétaire général de l'UC, Léopold Jorédié, qui déclara, à chaud, à propos de la poignée de main donnée par Tjibaou à Lafleur : « L'esclave a accepté de serrer la main de son maître pour réconcilier les Français » (*le Monde*, 2 juillet). Il a depuis mis de l'eau dans son vin.

Les militants kanaks n'ont oublié ni que ce Lafleur, allié aux fascistes locaux, menaçait il y a peu encore d'« interdire » — à l'aide de ses milices — le FLNKS, ni que ces « socialistes » revenus au gouvernement ont sur les mains le sang de Machoro. Et aujourd'hui le gouvernement laisse croupir dans ses prisons parisiennes une vingtaine d'indépendantistes kanaks. Inculpés pour le meurtre de quatre

Suite page 2

M 2651 - 85 - 5.00 F



3792651005004 00850

## Libération immédiate des militants kanaks !

# Le procès des «skinheads» à Rouen

Rouen, dans la nuit du 27 au 28 mai : une bande de «skinheads» a fait régner la terreur raciste. Bilan de cette odieuse ratonnade : quatre blessés dont deux très sérieusement (un appelé du contingent, deux Français d'origine maghrébine et un CRS guadeloupéen en civil). Une riposte immédiate était nécessaire.

La Ligue trotskyste, qui se bat pour des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes, appelait à une manifestation de protestation qui s'est tenue le jour même tout près du café maghrébin qui avait été la cible des brutes nazies (cf. *le Bolchévik* n° 84).

Cette racaille, dont sept de ces nervis en liberté provisoire, passait en procès le 4 juillet devant le tribunal correctionnel de Rouen, le MRAP et la LDH s'étant portés partie civile. Dans l'atmosphère de terreur raciste qui imprègne aujourd'hui toute la société, ce sont, bien sûr, les victimes de ces ratonnades qui ont eu à subir, tout au long de l'instruction, la plus dure épreuve, pressions constantes mais aussi l'arrogance des fascistes venus les insulter et proférer des menaces à la sortie du palais de justice de Rouen, après une comparution qui avait lieu le 9 juin dernier (cf. *Paris-Normandie*, 13 juin). Le devoir minimum pour toutes les organisations ouvrières et démocratiques de cette ville aurait été une mobilisation massive ce jour-là pour que les victimes ne se trouvent pas seules face à leurs bourreaux, à

nouveau en butte à leurs intimidations et à leurs provocations. La LTF a appelé à un rassemblement dès 8 heures 30 devant le palais de justice le jour du procès par un tract qui soulignait que « ces nervis au crâne rasé et leurs congé-

unitaire contre le racisme et pour l'égalité des droits » qui, pour se donner bonne conscience à bon marché, appelait à un rassemblement à 12 heures 30 devant le palais de justice, juste le temps de déployer une maigre banderole de-



le Bolchévik

Le 4 juillet, la Ligue trotskyste devant le palais de justice de Rouen.

nères pourraient bien se livrer devant le tribunal à une nouvelle tentative d'intimidation, voire à une nouvelle agression raciste ».

Le MRAP refusa de mobiliser quoi que ce soit, arguant que s'être porté partie civile suffisait. La LCR s'est camouflée derrière les comitards impuissants du « Collectif

avant les caméras de FR3, afin de démontrer sa détermination à lutter... « afin que la justice s'exerce fermement » (!) (cf. leur communiqué de presse dans *Paris-Normandie* du 30 juin).

Quant à Lutte ouvrière, c'est par son absence scandaleuse qu'elle a brillé pendant toute cette affaire,

## N<sup>lle</sup> Calédonie...

Suite de la page 1

gendarmes lors de l'attaque de Fayaoué le 22 avril et pour la prise en otages de gendarmes à Ouvéa, les vingt-neuf Kanaks arrêtés après l'assaut contre la grotte de Gossana ont été frappés, torturés, menacés de mort par ces mêmes soudards coloniaux qui ont exécuté Lavello et Dianou et auxquels Rocard vient de « rendre hommage » pour leur « courage » et leur « sang-froid » (*le Monde*, 7 juillet) !!

Pour nous, marxistes, des actions comme celles d'Ouvéa sont au fond défaitistes et suicidaires. Nous ne verserons pas pour autant une seule larme pour un seul des tueurs racistes de l'impérialisme français. Le mouvement ouvrier doit briser le mur du silence autour des emprisonnés kanaks et se mobiliser pour les arracher de leur geôle.

Lors des négociations de Paris, Tjibaou a reculé sur le préalable de leur libération, tout comme sur la « reconnaissance de l'indépendance en cinq ans ». Il se justifie en expliquant que, le statut Pons entermé, pourront désormais se « mettre en place les outils et les moyens de l'indépendance » (*le Monde*, 1<sup>er</sup> juillet). Mais c'est le même argument qu'il utilisa en 1985 pour démobiliser ses militants : rallier les institutions coloniales afin de rendre « inéluctable » l'indépendance dans les régions qu'ils contrôlaient... En fait, le statut de partition ne fera qu'officialiser le parcage des Kanaks, spoliés de leurs terres et repoussés en « brousse » à coups de massacre, dans les ignobles « réserves tribales », pendant que la bourgeoisie française favorisera, via les « contrats Etat-provinces » consacrés à

la « formation de cadres mélanésiens », la cristallisation d'une petite-bourgeoisie kanake dévouée vivant des miettes de l'exploitation impérialiste. La « province » Sud, dominée par les anti-indépendantistes, possèdera l'essentiel des richesses néo-calédoniennes — et la base militaire. Les miettes versées par la France pour « rééquilibrer » (et dont une part vise à transformer les jeunes Kanaks en tucistes !) n'empêcheront pas le Sud de dominer et de satelliser économiquement les deux « provinces » kanakes. Ce « développement séparé » évoque le régime de l'apartheid sud-africain, mais plus encore — du fait du manque de puissance sociale du peuple kanak — les réserves indiennes nord-américaines. La partition de la Nouvelle-Calédonie pourrait bien faciliter, ultérieurement, la « solution finale » kanake. Et si jamais le « scrutin d'autodétermination » avait quand même lieu en 1998, Lafleur a déjà évoqué la « solution Mayotte » : en 1974, le « territoire d'outre-mer » des Comores votait pour son indépendance de façon écrasante — sauf l'île de Mayotte qui, avec l'appui militaire de la métropole, fera sécession pour rester « française ».

Sortir de l'inextricable crise néo-calédonienne tout en préservant les intérêts fondamentaux de l'impérialisme français dans la région stratégique du Pacifique, tel est l'objectif de Mitterrand. Telle est aussi une des bases/conditions de l'« ouverture » aux politiciens bourgeois du centre. La politique coloniale archaïque de Chirac n'avait en effet fait que conduire la poudrière qu'est le Caillou au bord de l'explosion. Cette politique souleva un tollé contre la France de la part des puissances impérialistes régionales, l'Australie et le Japon qui, par crainte qu'« un re-

gain de tension affaiblisse la position des occidentaux dans la région et favorise une percée soviétique », menaça même la France d'« être rejetée de la région » (*le Monde*, 6 août 1987). La politique néo-calédonienne de Mitterrand vient au contraire de recevoir la bénédiction de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et des USA.

L'enjeu est tel pour le gouvernement que, devant les difficultés rencontrées par Tjibaou pour faire passer le « paquet » du 26 juin, Rocard a dû monter en personne au crâne. Prenant pour cible la violente déclaration de Jorédié, il y dénonça la main du « trotskysme haineux » (*le Monde*, 5 juillet). L'avertissement est sinistre pour le FLNKS, dont il sait les bonnes relations avec les pseudo-trotskystes de la LCR. Mais la menace vaut aussi pour l'organisation de Krivine et tous ceux qui se réclament du trotskysme. Rocard, lucide lieutenant de la bourgeoisie, voit dans le trotskysme l'ennemi irréductible de l'« ordre » impérialiste. Il a raison. Mais la LCR, suiviste — critique ! — de Mitterrand, n'est pas cet ennemi. Krivine n'a jamais fait qu'épouser la politique nationaliste de Tjibaou de pression sur l'impérialisme français pour se voir octroyer une « indépendance » néo-coloniale. Aujourd'hui, avec un embarras semblable à celui du PCF, la LCR est obligée de se démarquer d'un accord trop pourri, mais en réalisant l'exploit de ne pas mentionner la plate capitulation de Tjibaou !

Par dégoût d'un Tjibaou, des militants du FLNKS pourraient s'enfoncer dans le terrorisme individuel. Cette politique du désespoir serait en Nouvelle-Calédonie, avec un rapport de force militaire si défavorable aux Kanaks, simplement synonyme de massacre du peuple

y compris le jour du procès.

Enfin, la CGT Renault-Cléon qui, dans cette région est synonyme de la puissance de la classe ouvrière organisée, et que notre camarade Gilles Cazin, ouvrier dans l'usine et candidat de la LTF lors des dernières élections législatives, a contactée, répondait en envoyant six de ses délégués le matin du procès. Geste de solidarité symbolique qui n'a fait que mettre en relief que ce sont des dizaines, voire des centaines de syndicalistes que la CGT aurait dû mobiliser.

Tout le procès n'a été malheureusement que la confirmation qu'on ne peut rien attendre de la « justice » bourgeoise. Routine cynique où ni les victimes, ni les témoins ne sont appelés à la barre, où y compris les parties civiles, affichant un libéralisme éhonté, ont tout fait pour que l'affaire soit « banalisée » et ont, par là même, contribué à présenter ces crapules racistes comme de petits voyous ayant trop bu ce soir-là. Le représentant du MRAP osa même finir sa plaidoirie en disant : « S'ils comprennent, on récupère des gens qui s'égarent » !

Le verdict inique (six condamnations allant de deux à huit mois de prison ferme, tandis que sept autres nervis pouvaient parader en toute liberté le soir-même) déclencha cependant un tollé de la part des antifascistes présents dans la salle. Plusieurs d'entre eux, venus individuellement pour exprimer leur solidarité, ont participé en début d'après-midi au piquet de protestation organisé par la LTF. Il ne s'agissait là que d'un acte de décence élémentaire !

kanak. La « lutte armée » n'est en fait qu'une autre version de la politique nationaliste de pression sur l'impérialisme. La seule alternative pour les militants kanaks, c'est de rompre avec le nationalisme. C'est se battre pour constituer une coalition des travailleurs conscients de toutes les ethnies de l'île pour jeter à la mer les troupes et l'administration françaises, une coalition rassemblée sur la base d'un programme garantissant les droits démocratiques à tous ceux, Tahitiens, Wallisiens, Caldoches, etc. qui désirent vivre dans une Nouvelle-Calédonie indépendante. Et cela ne pourra se faire qu'en liaison avec les luttes des prolétariats de la région, néo-zélandais, australien, japonais. Cette perspective, c'est celle du programme internationaliste, trotskyste, pour instaurer le socialisme dans tout le Pacifique. ■

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartakiste internationale, pour reforger la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Antoine Clavez, Marc Delvaux, Emile Fabrol, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault.

REALISATION : Jocelyne Melies.

DIFFUSION : Wolf Soler.

DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie : Gaspard-Monge  
4, rue Bapst, 92600 ASNIERES  
Commission paritaire : n° 59267  
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

# Législatives: une campagne trotskyste

## Pour un gouvernement ouvrier!

Lors des élections législatives des 5 et 12 juin derniers, la Ligue trotskyste a présenté un candidat, Gilles Cazin — ouvrier à Renault-Cléon —, dans la quatrième circonscription de la Seine-Maritime. Et ce, au moment où LO tentait de réaliser un bloc sans principes avec le PCF et où la LCR disparaissait dans un conglomérat écolo-réformiste. Montrant, encore une fois, qu'en dépit de leur référence au trotskysme ces deux organisations ont foulé au pied jusqu'à l'essence même du Programme de transition adopté par la IV<sup>e</sup> Internationale lors de sa fondation en 1938, il y a cinquante ans.

La campagne du candidat trotskyste a été articulée autour du mot d'ordre central de *gouvernement ouvrier*, avec des axes qui ne permettent aucun doute sur le programme: arrêtons la régression sociale, brisons la terreur raciste, le prolétariat doit défendre tous les opprimés, indépendance des colonies, défense de l'URSS.

Sur ce programme, Gilles Cazin a recueilli 288 voix, soit 0,67% des suffrages exprimés. Ce résultat est, certes, modeste. Mais il prend toute sa valeur lorsque l'on sait qu'aux législatives de mars 1986, sur le même secteur, LO, avec sa démagogie économiste, obtenait 1,96% des voix et que le MPPT et la LCR, enlisés dans le soutien à Mitterrand, obtenaient respectivement 0,59% et 0,33% des voix.

La preuve est faite que les révolutionnaires peuvent se présenter à des élections bourgeoises sans faire disparaître leur drapeau et dans le but de les utiliser comme tribune. Et sur cette base, s'ils sont élus, utiliser le Parlement, exclusivement, à la manière de Karl Liebknecht et des bolchéviks. Avec cette campagne, la Ligue trotskyste a renoué avec les meilleures traditions du mouvement ouvrier international sur cette question, telles qu'elles ont été synthétisées par le deuxième congrès de l'Internationale communiste en 1920.

Nous publions ci-dessous le discours de Gilles Cazin prononcé dans trois meetings électoraux dans la région d'Elbeuf.

\*\*\*\*\*

**Une campagne électorale bolchévique exemplaire. Au lendemain de l'agression raciste des « skins », le 27 mai, la LTF et son candidat protestent dans les rues de Sotteville-lès-Rouen.**

le Bolchévik



Camarades,

Je me présente, pour la Ligue trotskyste, dans ces élections, notamment contre Fabius, sur le seul programme qui peut nous sortir de la situation catastrophique dans laquelle les gouvernements dits de gauche nous ont mis — un programme pour défendre notre travail, pour organiser et mobiliser la classe ouvrière, en défense des immigrés et de tous ceux qu'opprime cette société, pour écraser les fascistes. Un programme qui refuse de donner un quelconque soutien à ces gouvernements dans lesquels les partis ouvriers couchent avec des bourgeois. Un programme internationaliste de défense de l'Union soviétique, d'opposition intransigeante à notre propre impérialisme. Un programme qui lutte pour un véritable gouvernement ouvrier.

Tous ceux qui vous disent qu'il y a une solution dans le cadre de cette société capitaliste pour les travailleurs, les femmes, les immigrés, pour tous les exploités et les opprimés, vous trompent. La société capitaliste, qu'elle soit gérée par les partis bourgeois ou par les partis dits de gauche qui promettent de la réformer, ne peut que con-

duire à la ruine, à la guerre, à la barbarie. Nous, communistes, trotskystes, disons qu'il faut la renverser.

Le capitalisme, c'est le chômage. Dans cette région, nous connaissons un taux de chômage de 13%, supérieur à la moyenne nationale. Et les licenciements continuent. La dernière charrette de Renault-Cléon était de deux cent vingt. Et la direction de cette usine en prépare d'autres. Et l'absurdité de ce système capitaliste, basé sur le profit et la concurrence, c'est que pendant qu'on licencie, on fait faire des heures supplémentaires — avec la menace permanente pour les travailleurs de se retrouver à l'ANPE.

Pour les plus jeunes, ce sont les TUC, les SIVP — tous ces « boulots » sous-payés, sans avenir.

Le capitalisme, c'est aussi, pour ceux qui ont le « privilège » (comme ils disent) de travailler, le blocage des salaires et la baisse dramatique du pouvoir d'achat.

C'est la dégradation de la santé. Alors qu'on restreint les prestations sociales, les cotisations à la sécurité augmentent. Et Mitterrand a maintenu les mesures antiouvrières de Chirac là-dessus aussi. Soit-disant pour boucher le trou de la Sécurité sociale, mais tout le monde sait que le patronat doit des milliards à cet organisme!

Le capitalisme, ce sont les bruits de bottes partout dans le monde où, au Nicaragua, en Indochine, en Pologne, en Union soviétique elle-même, les impérialistes cherchent à refouler le « communisme ».

Le capitalisme, c'est enfin la terreur raciste et la menace fasciste qui se développe dans ce pays, sur la pourriture de cette société en crise, historiquement condamnée. C'est ça « la France qui gagne ». C'est ça le capitalisme.

C'est la France de Chirac qui vient de « cohabiter » pendant deux ans. Mais c'est aussi la France de Mitterrand et de Fabius, l'homme des cinq ans de sale boulot. Je suis allé samedi à sa conférence de presse. Et je lui ai posé cette question: « Comment après cinq ans de sale boulot, comme vous avez dit vous-même [...] après

toute cette politique antiouvrière, anti-immigrée, antisoviétique qui ne fait que gonfler les voiles des fascistes, comment osez-vous vous présenter devant les travailleurs de cette région? » Pour seule défense, ce monsieur m'a répondu que les électeurs jugeraient...

Alors je me présente dans ces élections sur un programme révolutionnaire de combat contre l'austérité capitaliste et contre la montée sinistre des fascistes. Mais je me présente aussi contre Fabius. Parce que ses gouvernements de gauche successifs ont servi à paralyser la classe ouvrière, à faire avaler des mesures antiouvrières que même un Barre n'arrivait pas à faire passer. Les gouvernements de gauche, après avoir ligoté la classe ouvrière, ont permis le retour de la droite revancharde de 86 avec dans son sillage, Le Pen. Et nous devons aujourd'hui avertir les travailleurs comme nous les avons déjà avertis en 81: les luttes ouvrières vont se heurter demain de plein fouet au gouvernement Mitterrand « recentré ». Nous dénonçons et nous luttons contre toute politique de collaboration de classe, que ça s'appelle front populaire, Union de la gauche ou « Nouveau rassemblement populaire majoritaire » — cher au PCF aujourd'hui. Nous nous présentons effectivement en rupture avec la politique du PCF, mais aussi avec celle de la LCR et de Lutte ouvrière qui ont appelé à voter Mitterrand en 81. Nous, Ligue trotskyste, avons en 81 comme en 86, refusé d'appeler à voter Mitterrand. Pourquoi? Parce que [nous sommes opposés à] tout soutien, même critique, à ces alliances de collaboration de classe que sont les fronts populaires et autres Union de la gauche, [qui] ne servent qu'à museler les travailleurs et finalement, pavent la voie à la réaction.

Nous disons qu'il faut rompre avec ce cycle infernal gauche-droite, front populaire-réaction. Ce n'est pas vrai que les travailleurs doivent rester derrière Mitterrand, même sans illusions comme dit Marchais... Mitterrand se présente comme le meilleur garant de la

Suite page 4



« Le capitalisme, c'est le chômage. » Echelle mobile des heures de travail!

Rush

## Campagne...

Suite de la page 3

« paix sociale ». Mais chaque travailleur sait qu'en dernier ressort la « paix sociale » c'est la paix des CRS!

Il y a une autre alternative — et c'est le sens de ma candidature — il y a une alternative révolutionnaire: c'est la mobilisation extraparlamentaire des travailleurs, dans les usines, dans la rue, luttant pour leur propre pouvoir de classe: le gouvernement ouvrier. C'est ce qu'ont fait, un trop court instant, les ouvriers avec la Commune de Paris en 1871. C'est ce qu'ont fait les ouvriers russes, victorieusement cette fois, en 1917, sous la direction du Parti bolchévique de Lénine et Trotsky. Et la Révolution russe reste un exemple pour les ouvriers.

Les avocats du capitalisme et les défaitistes en tous genres vous diront que c'est dépassé. C'est le capitalisme qui est dépassé. Mai 68, il y a vingt ans, a montré les potentialités révolutionnaires du prolétariat, une fois de plus. Mai 68 a montré aussi que si la classe ouvrière reste dirigée par des partis réformistes comme le PS ou le PCF, toutes ces potentialités seront gâpillées, sabotées.

Pour conjurer la catastrophe que nous prépare le capitalisme, une contre-offensive ouvrière est aujourd'hui plus que d'actualité. Mais il faut à la classe ouvrière une direction, un parti révolutionnaire qui lutte avec intransigeance contre la collaboration de classe, pour la défense des intérêts du prolétariat, pour la mener à instaurer son pouvoir de classe. C'est ce programme, trempé dans les luttes du prolétariat international, que la Ligue trotskyste propose.

Dans cette crise capitaliste, la classe ouvrière voit chaque jour ses acquis, ses droits, son existence menacés. Deux maladies économiques fondamentales résument l'absurdité du capitalisme: le chômage et la cherté de la vie. Voilà bien qui exige des mots d'ordre et des méthodes de lutte généralisées.

Le droit au travail, le seul droit sérieux qui reste à l'ouvrier sous le capitalisme, lui est enlevé à chaque instant. Rocard, le social-démocrate célèbre pour s'être écrié: « Vive le profit! », vient de nous promettre deux cent cinquante mille chômeurs de plus pour août. La France capitaliste de Mitterrand s'achemine vers les trois millions de chômeurs. Dans les mois qui viennent, on nous annonce, officiellement, cinquante-cinq mille chômeurs de plus chaque mois — soit deux mille par jour.

La direction du PCF prétend que la solution à l'emploi c'est « Produisons français ». C'est un mot d'ordre chauvin, particulièrement dangereux dans cette période de haine raciste; c'est un mot d'ordre qui mène à dresser les travailleurs français contre leurs frères de classe étrangers et qui, dans le même temps, fait croire au prolé-

ariat qu'il pourrait avoir un quelconque intérêt commun avec la bourgeoisie française. Mais « Produisons français » est aussi un dangereux programme de repli économique. Ce serait rapidement l'asphyxie, la ruine de l'économie, le chômage à grande échelle. De plus, des mesures protectionnistes chaufferaient à blanc les rivalités impérialistes, avec au bout la guerre impérialiste.

Du point de vue des intérêts du prolétariat, la solution au chômage, c'est la répartition du travail disponible entre toutes les mains ouvrières. Cette répartition déterminera la longueur de la semaine de travail, et sans perte de salaire. Et au contraire, le salaire doit suivre les prix. Nos camarades de la SNECMA se sont battus pour mille cinq cent francs d'augmentation. Nous soutenons évidemment leur grève, nous pensons même que pour arracher une telle revendication il faudra bien plus que la SNECMA — il faudra une véritable contre-offensive généralisée. Mais nous savons aussi comment dans cette société de profit, une augmentation de salaire est bouffée, et notamment par l'inflation. Il faut que les salaires, avec un minimum assuré, suivent le mouvement des prix. C'est l'échelle mobile des salaires que nous devons revendiquer. On nous dit: ce sont des revendications irréalistes, que les patrons ne peuvent pas céder ça, etc. La question décisive dans cette période est de préserver la classe ouvrière de la misère et de la démoralisation. C'est une question de vie ou de mort pour la classe productrice, la classe qui, pour nous marxistes, porte l'avenir de toute l'humanité. Si cette société capitaliste est incapable de satisfaire les revendications qui naissent des maladies qu'elle a elle-même créées, alors qu'elle périsse! Il faut exproprié sans compensation toute l'industrie, le grand commerce, la finance capitaliste. Il faut construire une société rationnelle, basée non sur le profit et la concurrence, mais sur la satisfaction des besoins des membres de cette société.

Quant à la possibilité ou l'impossibilité de réaliser des revendications comme les échelles mobiles des salaires et des heures de travail, ça dépend finalement du rapport de force. Ça dépend des luttes. Et c'est d'ailleurs dans la lutte que la classe ouvrière com-

prendra mieux la nécessité d'instaurer son propre gouvernement, le gouvernement ouvrier. Un gouvernement basé sur les organes de pouvoir que la classe ouvrière se sera donnés au cours de sa lutte, comme le furent les soviets en 1917.

Alors comment lutter?

Aujourd'hui plus que jamais, avec la crise généralisée du capitalisme, avec les attaques globales et centralisées de la bourgeoisie contre les travailleurs, la lutte syn-

travailleurs en lutte en élisant au comité de grève ceux qui ont la vision la plus claire pour gagner.

Et une des conditions pour que la classe ouvrière puisse jeter toute sa puissance sociale dans une lutte, c'est de mettre en avant la revendication des pleins droits de citoyenneté pour les immigrés. L'unité de lutte de la classe ouvrière ne pourra se réaliser que si le mouvement ouvrier lutte fermement contre toutes les discriminations raciales dans l'emploi, dans le logement, dans les services sociaux, et évidemment dans les salaires. Nous revendiquons: A travail égal, salaire égal! Le mouvement ouvrier organisé doit se mobiliser contre chaque expulsion de travailleur immigré. Il doit se mobiliser contre toute mesure de ségrégation raciste. L'année dernière, à Rouen, il y a eu un restaurant, le Flunch, qui a refusé son entrée à des Maghrébins et à des Africains. Nous avons, nous LTF, organisé pendant près de deux semaines, tous les jours, un piquet devant ce restaurant. Notre action a même eu un certain rôle de levier par rapport au MRAP qui a organisé une manifestation d'un millier de personnes contre le racisme. Notre action était une action exemplaire qui cherche à montrer qu'on peut lutter et comment, contre la ségrégation raciste et contre la terreur anti-immigrés, qu'elle soit le fait de fascistes ou des racistes en uniforme que sont les flics. Rappelons-nous ce qui est arrivé aux Sapins avec cette abominable affaire de ces jeunes de ce quartier immigré [de Rouen] qui ont été torturés dans un commissariat. Nous avons aussi participé aux manifestations avec nos mots



Janvier 1984  
— La police de Mitterrand brisait la grève héroïque des immigrés de Talbot-Poissy.



J.P. Bonnotte

Usinor-Denain — « Mai 68, il y a vingt ans, a montré les potentialités révolutionnaires du prolétariat. »

dicale normale est insuffisante. Et la lutte site par site est la plus sûre voie de la défaite. C'est aussi le bilan de la dernière période de lutte contre les licenciements à Renault-Cléon. On a perdu le premier round. Alors, pendant cette lutte, je l'ai dit et je l'ai même écrit dans une lettre que j'ai distribuée: se battre usine par usine ne peut conduire qu'à se faire battre les uns après les autres. Pour gagner, il faut arrêter la production avec des piquets de grève. Il faut étendre la grève, envoyer des délégations auprès des autres usines Renault, auprès des autres usines de la région d'Elbeuf. Ce sont les tâches minimum que doit se fixer une direction décidée à conduire la grève à la victoire. C'est une telle direction que doivent se donner les

d'ordre réclamant l'emprisonnement des flics tortionnaires. Réclamer l'ilotage, comme le font le PCF et LO, c'est-à-dire des flics dans les quartiers, bien intégrés à la population — comme ils disent —, c'est proprement criminel. Les flics de l'Etat bourgeois sont par nature un corps étranger à la société, une force de répression antiouvrière, anticommuniste et raciste. Au contraire, nous réclamons: Flics hors des quartiers immigrés!

La question de la ségrégation et de la terreur racistes est vraiment clé dans ce pays. C'est un consensus qui va de la gauche à l'extrême droite. C'est le fumier sur lequel se développe Le Pen. Mais les directions actuelles des mouvements ouvriers, pas plus qu'elles n'engagent

### POUR CONTACTER LA LTF

**Paris** Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tel: 42 08 01 49

**Rouen** Spartacist  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tel: 35 71 20 86

**Lyon** Spartacist  
BP 7105  
69353 Lyon Cedex 07  
Tel: 78 58 62 17

de véritables ripostes contre la ségrégation et la terreur racistes, n'engagent pas non plus de riposte contre les fascistes. Au contraire, vous avez vu ce lamentable spectacle de Jospin, puis de Lajoinie, débattant avec Le Pen. Sans parler de LO, qui cherche toujours à imiter le PCF dans ses aspects les pires, qui a envoyé Laguiller débattre avec un lieutenant de Le Pen. Comme si le fascisme était une idée, comme si la force des fascistes c'était leur argumentation. Non, leur force c'est leur détermination, leur action. Chaque discours anti-immigrés de Le Pen, chaque déclaration antisémite sur le « détail » ou autre, bien loin de le démasquer, lui gagne un nouvel adepte parmi le lumpen-prolétariat et les petits-bourgeois rendus furieux par l'aggravation de la crise capitaliste, par l'impuissance de la démocratie parlementaire et dégoûtés par la gestion de la crise capitaliste par les PC et PS.

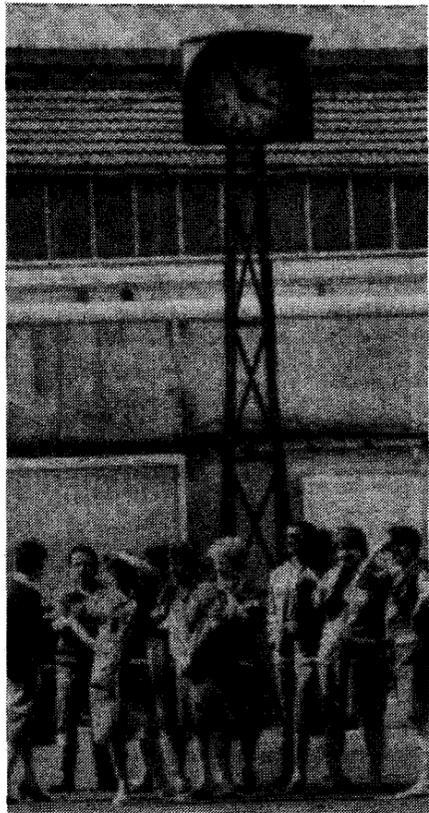
Il faut le dire crûment : la discussion que Jospin, Lajoinie ou Laguiller ont eue avec les chefs fascistes pourrait bien se terminer dans un camp de concentration. C'est le « programme » des fascistes ! C'est vraiment une question élémentaire : on ne discute pas avec les fascistes, on les écrase ! En décembre 81, à Rouen, nous avons été à l'initiative d'une manifestation ouvrière de front unique pour stopper les fascistes. Ils étaient alors bien plus faibles qu'aujourd'hui, mais ils commençaient déjà à s'enhardir. Nous nous sommes adressés aux organisations ouvrières, politiques et syndicales, aux organisations de défense des immigrés, à la Ligue des droits de l'homme, etc. Malheureusement, le PCF, la CGT, LO n'ont pas répondu. Mais plusieurs syndicats, notamment CFDT, des organisations ouvrières, des militants du PCF et de la CGT, etc. ont soutenu l'appel à une manifestation pour stopper les fascistes. Nous avons été quatre cents dans les rues de Rouen. Aujourd'hui, pour écraser les fascistes, nous devons être bien plus nombreux. Il faut les écraser avant qu'ils nous écrasent ! Prenons un exemple. Le Pen a monté une sinistre provocation antiouvrière le 1<sup>er</sup> mai. Si une manifestation ouvrière de front unique, avec les soixante-dix ou cent mille travailleurs qui ont défilé le même jour avec les syndicats, s'était tenue sur les lieux mêmes du rassemblement du Front national, la parade fasciste n'aurait pas pu se tenir. C'est ça qu'il faut : des mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes, et les syndicats doivent organiser des groupes de défense ouvriers/immigrés, notamment pour défendre les quartiers immigrés.

Ceux qui, comme le PCF ou LO, dénoncent Le Pen pour être « un démagogue bourgeois, milliardaire, qui abuse les ouvriers, etc. » font preuve d'une terrible myopie. Le fascisme exprime, condense, sous la forme la plus hideuse, toutes les pires pourritures réactionnaires produites par le capitalisme en décomposition. Et dans [tous] les secteurs de la société. Les victimes désignées des fascistes, ce sont les immigrés, les communistes, les syndicalistes, mais aussi les juifs, les jeunes, les femmes, les homosexuels. Le Pen a déjà commencé à attiser l'hystérie moyenâgeuse autour du SIDA, appelant à des camps de concentration pour les « sidaïques » — un étrange rappel pour « judaïque » !

Le Pen veut emprisonner les femmes dans la domesticité, en

faire des femmes pondeuses, interdire l'avortement. Au contraire, nous exigeons que l'avortement soit totalement libre et gratuit pour toutes, y compris mineures et immigrées.

C'est une des tâches centrales du prolétariat de défendre tous les opprimés de la société capitaliste. Il faut dénoncer cette chasse aux sorcières contre les malades du SIDA, avec tous ces tests secrets, ces fichages policiers, ces interdictions professionnelles. Nous reven-



Thierry Zoccolan

**La grève à Michelin. Les femmes doivent prendre la place qui leur revient dans le mouvement ouvrier.**

diquons des milliards de francs pour la recherche sur le SIDA. Il faut d'ailleurs des services médicaux gratuits, de qualité. Il faut aussi lutter contre toutes les discriminations qui visent les homosexuels. Contre l'ordre moral réactionnaire, nous avons un mot d'ordre : Flics, juges, curés, hors des chambres à coucher !

Dans cette région, on sait à quel point les femmes sont les cibles de l'austérité. Les femmes forment, avec les immigrées, une des couches les plus opprimées de la classe ouvrière. Le journal *Libération* a donné le 26 mai quelques statistiques qui illustrent ça. Chez les adultes de 25-49 ans, le chômage diminue de 4,7 % sur un an. Pour les femmes, il est en hausse de 3,2 % et le nombre de jeunes ayant rejoint les files de l'ANPE augmente de 0,2 % pour les hommes et de 1,7 % pour les femmes. Quand elles sont licenciées, elles retombent sous la dépendance matérielle de leur conjoint. Et souvent c'est l'enfer d'une vie conjugale détruite, la brutalité contre les femmes. Nous luttons contre les discriminations sexuelles. Et notamment dans les salaires. Nous revendiquons : A travail égal, salaire égal. Une des conditions pour une véritable égalité entre hommes et femmes est que les femmes se dégagent des bornes du foyer pour jouer un rôle dans la société, pour prendre la place qui leur revient dans le mouvement ouvrier. La société doit prendre en charge les tâches domestiques — des laveries collectives, des cantines. Des crèches ouvertes 24 heures sur 24, de qualité. C'est la base pour l'émancipation des femmes. Mais là encore nous devons dire que c'est seulement une économie collectivisée et planifiée qui, en développant

considérablement les forces productives, jettera les bases de cette émancipation — au travers de la révolution socialiste.

Dernier aspect que je voudrais aborder. Un des axes centraux de notre programme est l'internationalisme prolétarien.

En Nouvelle-Calédonie, la situation peut basculer à tout moment dans un bain de sang et principalement le sang des Kanaks qui ont en face d'eux des troupes françaises et des Caldoches armés jusqu'aux dents. Toute politique nationaliste est particulièrement suicidaire dans ce pays. La seule solution, c'est la lutte d'une coalition des travailleurs conscients de toutes les ethnies de l'île pour chasser l'armée et l'administration coloniales, une coalition sur la base d'un programme garantissant à chacune de ces ethnies, qui désirent vivre dans une Nouvelle-Calédonie indépendante, les droits démocratiques à l'existence. Il n'y a aucune illusion à avoir sur Mitterrand là-dessus non plus. Il est symbolique qu'au moment même où il envoyait une soi-disant « mission du dialogue », un militant indépendantiste était abattu par l'armée de Mitterrand ! Souvenons-nous d'Eloi Machoro ! Le cynisme d'un Mitterrand est d'autant plus abject que la décision de la sauvage tuerie d'Ouvéa, avec le froid assassinat de dix-neuf Kanaks, a été prise non seulement par Chirac mais aussi par Mitterrand. C'est un devoir élémentaire du mouvement ouvrier français de se mobiliser en défense de la population kanake. Nous appelons, nous, au retrait des troupes françaises de la Nouvelle-Calédonie et du Pacifique, à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et des autres colonies françaises : la Réunion, la Guyane, les Antilles.

Mitterrand est un fidèle serviteur de l'impérialisme français. Il l'était quand, ministre de la IV<sup>e</sup> République, il disait : « *L'Algérie c'est la France* ». Il en a à nouveau fait la preuve depuis 1981. Il s'est mis à l'avant-garde de la campagne de guerre contre l'URSS en Europe. Il a appelé au déploiement des Pershing de l'OTAN qui sont à six minutes de Moscou. Il a dénoncé les pacifistes allemands. Il a renforcé l'arsenal de guerre français. Malheureusement, la direction du PCF, alors au gouvernement, a voté ses budgets de guerre antisoviétiques. Nous, trotskystes, nous pensons que c'est un devoir élémentaire de défendre

contre les menaces impérialistes l'URSS, d'où la bourgeoisie a été expropriée et qui reste, malgré la dégénérescence bureaucratique stalinienne, un Etat ouvrier. Et nous sommes fermement contre la force de frappe française dirigée contre le bloc soviétique. De plus, en 1981, Mitterrand, quand la direction clérical-nationaliste pro-occidentale de Solidarność a tenté de prendre le pouvoir en Pologne pour y restaurer le capitalisme, il a lancé des mobilisations antisoviétiques, allant de l'extrême droite à cette misérable « extrême gauche », LCR et autres. Nous avons dit : « *Halte à la contre-révolution de Solidarność !* » En décembre 1981, Jaruzelski a mis un coup d'arrêt à la tentative contre-révolutionnaire de Walesa. Mais aujourd'hui encore, la bureaucratie stalinienne à la tête de l'Etat ouvrier polonais confirme combien elle est incapable d'apporter une véritable solution.

En vérité, la politique de la bureaucratie ne peut que miner la défense des acquis sociaux en URSS. Aujourd'hui, au nom d'une impossible « coexistence pacifique » avec les impérialistes, Gorbatchev est en train de brader notamment l'Afghanistan. C'est trahir les peuples, et notamment les femmes d'Afghanistan qui vont se retrouver livrées aux mollahs fanatiquement réactionnaires, mais c'est aussi affaiblir la défense de l'URSS. Plus la bureaucratie recule devant les impérialistes, plus l'étau impérialiste se resserre autour de l'URSS. La défense et l'extension des acquis d'Octobre 1917 passent au contraire par la lutte pour la révolution socialiste mondiale.

C'est pourquoi nous luttons aussi pour qu'en URSS la bureaucratie soit balayée par une révolution politique ouvrière qui restaurera la démocratie des soviets et qui rendra à l'URSS son rôle d'avant-garde de la révolution mondiale, comme elle l'était sous Lénine et Trotsky.

Ce combat de Lénine et Trotsky est notre combat. C'est pourquoi notre candidature est une candidature bolchévique, pour un gouvernement ouvrier. Et nous savons que l'outil principal de ce combat est un parti révolutionnaire, un parti comme l'était celui des bolchéviks, régi par le centralisme démocratique, fermement organisé autour d'un programme de combat contre le capitalisme. Construire un tel parti d'avant-garde est le combat de la Ligue trotskyste. ■

## Apartheid ...

Suite de la page 1

ce qui concerne les six de Sharpeville, grâce à une mobilisation internationale, leur exécution a été reportée depuis mars dernier mais la vie de ces combattants pour la liberté ne tient qu'à un fil. Ils sont accusés au titre du principe nazi de « responsabilité collective », parce qu'ils se trouvaient simplement là au moment où une foule enragée de grévistes des loyers lapidaient à mort un collaborateur du régime de l'apartheid en septembre 1984. Aujourd'hui, un témoin à charge vient de revenir sur ses accusations en affirmant publiquement que ses déclarations lui avaient été extorquées par la menace et la terreur. Les avocats de la défense qui avaient déjà déposé une demande de réouverture du procès, rejetée le 13 juin dernier par la Cour suprême de Pretoria, viennent d'en déposer une nouvelle le 1<sup>er</sup> juillet. En cas de nouveau refus, leur sort est di-

rectement entre les mains de Botha. Seule une puissante mobilisation de protestations à l'échelle internationale pourra les arracher à la potence de l'apartheid ! ■

**LE BOLCHEVIK**

**ABONNEZ-VOUS !**

30F pour 10 numéros  
(incluant *Spartacist*)  
Hors Europe : 40F  
(par avion : 60F)  
Etranger : mandat poste international

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

Ecrire au *Bolchévik* :  
B.P. 135-10,  
75463 Paris Cedex 10

# Gorbatchev réhabilite le dirigeant de l'Opposition de droite

## Le dossier Boukharine

D'après un sondage récemment réalisé à Moscou, Nikolai Boukharine est aujourd'hui la personnalité historique la plus populaire depuis Lénine en Union soviétique. Article après article, la presse soviétique chante ses louanges. Et maintenant un important article écrit par le rédacteur en chef adjoint de la revue théorique du parti communiste déclare que Boukharine est le véritable héritier de Lénine.

Il y a cinquante ans, en mars 1938, Nikolai Boukharine, debout sous les lambris de ce qui avait été jadis le club de la noblesse, se faisait couvrir d'injures par Vychinsky, le procureur général de Staline, qui le traitait de « chien enragé » et d'« hybride entre un renard et un cochon » et l'accusait d'avoir été sa vie durant un contre-révolutionnaire et un saboteur antisoviétique. A ses côtés se tenaient Aleksei Rykov, Khristian Rakovsky et les dix-huit autres accusés du troisième et dernier des Procès de Moscou, les procès-machination contre le « bloc antisoviétique des droitiers et des trotskystes ».

Ils avaient été les dirigeants du parti de Lénine, les organisateurs d'Octobre. Boukharine avait été pendant douze ans le rédacteur en chef de la *Pravda*, le principal organe du parti, et pendant trois ans président de l'Internationale communiste. Rykov avait succédé à Lénine au poste de président du Conseil des commissaires du peuple, le chef du gouvernement soviétique. Rakovsky était un membre fondateur du comité exécutif de l'Internationale communiste.

Pendant les années tumultueuses qui avaient suivi la mort de Lénine, en 1924, ils étaient devenus des ennemis politiques. Boukharine et Rykov étaient les principaux porte-parole de l'Opposition de droite et, pendant plusieurs années, les alliés de Staline. Rakovsky avait été, jusqu'à sa capitulation en 1934, un des principaux dirigeants de l'Opposi-



Nikolai Boukharine (au centre) a fait le sale boulot idéologique de Staline contre l'Opposition de gauche trotskyste dans les années 20. (A droite, Ordjonikidze, le lieutenant de Staline.)

tion de gauche trotskyste.

A la fin, tous périrent, victimes de la terreur de Staline. Boukharine et Rykov furent fusillés immédiatement; Rakovsky, qui avait soixante-cinq ans, fut emprisonné puis fusillé sur ordre de Staline trois ans plus tard. Contre cette monstrueuse machination, Trotsky écrivait: « Boukharine a à son crédit trente ans de travail révolutionnaire, Rykov presque quarante, Rakovsky presque cinquante. Ces trois hommes sont maintenant accusés d'être devenus tout d'un coup des "espions" et des agents de puissances étrangères cherchant à détruire et à démembrer l'URSS et restaurer le capitalisme [...]. »

« Quiconque essaie de juger les événements qui se déroulent en Russie se trouve placé devant l'alternative suivante: (1) ou bien tous les vieux révolutionnaires qui

ont conduit la lutte contre le tsarisme, constitué le Parti bolchévique, réalisé la révolution d'Octobre, mené une guerre civile de trois ans, bâti l'Etat soviétique, créé l'Internationale communiste — tous ces hommes presque sans exception — étaient, au moment même où ils faisaient cela, ou dans les années qui ont suivi, des agents des Etats capitalistes; ou bien (2) l'actuel gouvernement soviétique dirigé par Staline a perpétré les crimes les plus odieux de l'histoire du monde » (« le Nouveau procès de Moscou », 3 mars 1938, *Oeuvres*, tome 16).

Les Procès de Moscou de 1936-38 et les purges sanglantes qui les accompagnèrent eurent comme résultat le massacre de pratiquement la totalité de la direction du Parti bolchévique de Lénine, la décapitation de l'Armée rouge et le meurtre de millions de communistes soviétiques. Un demi-siècle plus tard, le 4 février 1988, la Cour suprême de l'URSS a conclu que des « moyens illégaux » et des preuves « falsifiées » avaient été utilisés dans les Procès de Moscou de 1938. Toutes les condamnations sauf une ont maintenant été cassées. La seule exception est la condamnation de Henrich Iagoda qui, avant d'être lui-même arrêté, avait été l'âme damnée et le bourreau de Staline. Le 13 juin dernier, la Cour suprême soviétique réhabilitait Zinoviev, Kamenev, Radek et Piatakov, ainsi que vingt-neuf autres dirigeants bolchéviques victimes de la machination des Procès de Moscou de 1936-37 puis exécutés. Les *Izvestia* déclaraient: « Maintenant, il est clair [...] qu'ils ne sont pas coupables devant la loi, l'Etat ou le peuple. »

Après l'exécution de Boukharine, sa jeune femme, Anna Larina, elle-même fille d'un autre vieux-bolchévik, passa vingt ans dans des camps et en exil. Elle continua courageusement à se battre pour satisfaire la dernière volonté de son mari, qui voulait être disculpé aux yeux des générations futures. Aujourd'hui

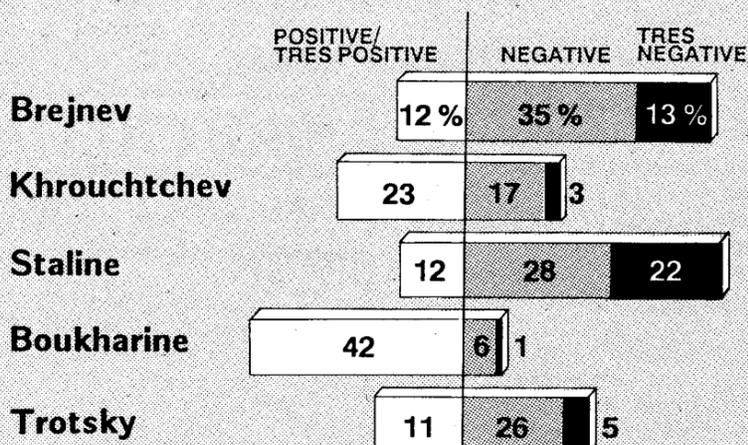
agée de soixante-treize ans, Larina déclarait récemment: « Pour moi, le temps n'existe pas. La vérité existe. » Après que Khrouchtchev lui eut accordé une audience privée en 1962, un porte-parole soviétique reconnaissait que « ni Boukharine ni Rykov, bien sûr, n'était un espion ou un terroriste. » Il fallut cependant cinquante ans pour que les héritiers de Staline au Kremlin reconnaissent officiellement même cette parcelle de vérité.

Donc Boukharine, Rykov, Rakovsky et d'autres vieux-bochéviks ont finalement été juridiquement « réhabilités ». Aujourd'hui, la presse soviétique multiplie les références à la « tragique année 1937 » où ils furent arrêtés; la bureaucratie cherche à se débarrasser des mensonges que plus personne ne croit, de crimes dont les bénéficiaires immédiats sont morts depuis longtemps. *Ogoniok* et les *Nouvelles de Moscou*, les organes phares de la



Le procureur général des Procès de Moscou, l'ex-menchévik Andréi Vychinsky (à droite), aurait signé un mandat d'arrêt contre Lénine en 1917.

### Les dirigeants soviétiques: l'opinion des Moscovites



Enquête basée sur 939 habitants de Moscou interviewés par téléphone les 7, 8, 14 et 15 mai par l'Institut de recherche sociologique de l'Académie des sciences soviétique pour le *New York Times* et CBS News. Les « sans opinion » ne sont pas représentés.

Un récent sondage d'opinion réalisé à Moscou montre que Boukharine est maintenant le mieux considéré des dirigeants soviétiques du passé depuis Lénine.

glasnost, publient des interviews avec la veuve de Boukharine et avec son biographe/hagiographe de Princeton, Stephen Cohen. La biographie de Boukharine par Cohen est maintenant publiée en Union soviétique. *Sputnik*, le *Reader's Digest* soviétique, publie un hymne biographique sous le titre: « Glasnost, démocratie, personnalité ». Evguéni Evtouchenko, le « poète du possible » de la bureaucratie soviétique, lui a dédié un poème. L'Académie des sciences soviétique a réintégré Boukharine et l'a déclaré « en harmonie avec nos pensées aujourd'hui ». Pourquoi ?

Nikolai Boukharine est considéré comme le meilleur candidat possible pour combler la plus vide et la plus voyante des « pages blanches » de l'histoire soviétique restructurée par le régime Gorbatchev: Qui s'est opposé à Staline ? Au moment où le « socialisme de marché » est de plus en plus considéré comme le moyen d'insuffler une vigueur nouvelle à une économie soviétique essoufflée, Boukharine est identifié avec la Nouvelle politique économique (NEP) des années 20, et on salue en lui le « précurseur de la *perestroïka* ». Il est désespérément nécessaire de trouver une alternative historique à un Staline discrédité, et ce sur le même terrain politique du « socialisme dans un seul pays ». Dans son discours pour le 70<sup>e</sup> anniversaire de la Révolution russe, Gorbatchev a rendu hommage à Boukharine pour

**Спутник**

May 1988

« *Sputnik* », le « *Reader's Digest* » d'Union soviétique, a publié un article élogieux sur Boukharine sous le titre « Glasnost, démocratie, personnalité ».



avoir joué « un rôle important dans la défaite idéologique du trotskysme », contrairement à Kamenev et Zinoviev qui firent cause commune avec Trotsky.

Gorbatchev a néanmoins critiqué l'Opposition de droite pour avoir « sous-estimé dans [ses] calculs et [ses] thèses théoriques la portée du facteur temps dans l'édification du socialisme dans les années 30 », et il a explicitement défendu la collectivisation de l'agriculture par Staline. Un article paru le 9 décembre 1987 dans *Literatournaïa*

*Gazeta* a été encore plus explicite: « Aujourd'hui, on peut affirmer que si Trotsky avait pris la barre du parti, celui-ci aurait pu s'attendre à des malheurs encore plus grands, des malheurs amenant à la perte d'acquis socialistes — en particulier parce que Trotsky n'avait pas un programme clair et scientifique pour construire le socialisme en URSS. Boukharine avait un tel programme: il avait sa propre vision des buts pour le parti dans sa totalité. Cependant, malgré tout son charme personnel, son grand in-

tellect, sa douceur et son humanité, Boukharine n'a pendant une longue période pas compris la nécessité historique, pour le pays, de faire un bond vigoureux en avant pour construire sa puissance économique. »

Léon Trotsky, qui était le principal « accusé » par contumace des Procès de Moscou et qui tomba sous les coups d'un des assassins de Staline à Mexico en 1940, reste non « réhabilité ». (La décision de la Cour suprême soviétique du 13 juin a disculpé « toutes les personnes impliquées » dans les Procès de Moscou. Or, Trotsky et son fils Léon Sedov avaient été condamnés par contumace pour « terrorisme » au cours des mêmes procès que Zinoviev, Kamenev, Radek et Piatakov.) Malgré la *glasnost*, la place qui lui revient ne peut pas être rendue à Trotsky par les héritiers de Staline, cette bureaucratie dont il est resté jusqu'à sa mort l'ennemi intransigeant: Trotsky s'est battu pour le programme de Lénine, le programme de la révolution mondiale qui était et qui demeure une hérésie pour les staliniens. Boukharine, en revanche, faisait partie intégrante de la bureaucratie; il était un fervent partisan du dogme nationaliste du « socialisme dans un seul pays » défendu par Staline. Maintenant, ils veulent faire de Boukharine l'incarnation du « stalinisme à visage humain », celui qui s'est

Suite page 8

# Honneur à Khristian Rakovsky!

Si la réhabilitation de Boukharine et de Rykov était attendue depuis longtemps, on ne peut pas en dire autant de celle de Khristian Rakovsky. De 1923 à 1934, Rakovsky a été un des principaux dirigeants — le deuxième après Trotsky — de l'Opposition bolchévique-léniniste contre la bureaucratie stalinienne. Trois ans après s'être trouvé sur le banc des accusés des Procès de Moscou de 1938, il était exécuté. Fait notable, le *Novoe Vremya* du 25 mars a publié un article élogieux sur Rakovsky, où il est même mentionné qu'il avait été exclu en 1927 pour sa participation à « l'opposition trotskyste ». Cet article décrit son comportement courageux dans les prisons de Staline, où il déclara à un homme du NKVD: « Bon, bientôt je serai mort; je serai un cadavre [...]. Un jour, les cadavres commenceront à parler. »

Né en Roumanie en 1873 de parents bulgares, Khristian Rakovsky a joué un rôle dirigeant dans les mouvements révolutionnaires de Bulgarie, de Roumanie et de Russie (il fut aussi actif dans les mouvements français, suisse et allemand); il avait été arrêté pour la première fois à l'âge de quatorze ans. Six ans plus tard, il était délégué au congrès de Zurich de la Deuxième Internationale. Quand la social-démocratie bulgare scissionna entre les tendances « large » et « étroite », un processus parallèle à la scission entre menchéviks et bolchéviks en Russie, Rakovsky se rangea du côté des *Tesnyaki*, les socialistes « étroits » qui insistaient sur la nécessité d'une organisation révolutionnaire de cadres.

Son autorité parmi les travailleurs roumains était si forte que quand il fut arrêté en 1909, ils descendirent dans la rue et livrèrent une bataille sanglante contre la police de Bucarest. Il était à la tête du premier gouvernement soviétique d'Ukraine et fut élu au comité exécutif de l'Internationale communiste, dont il écrivit la proclamation de fondation.

Rakovsky fut l'un des premiers dirigeants bolchéviques à attaquer ouvertement les méthodes bureaucratiques de Staline, en particulier la manière chauvine dont il avait traité les nationalités non russes. Au 12<sup>e</sup> congrès du parti, en 1923, Rakovsky mit en garde contre « l'antinomie fondamentale qui est créée chaque jour et qui devient de plus en plus considérable entre d'un côté notre parti, notre programme, et de l'autre notre appareil d'Etat. » Ambassadeur soviétique à Paris en 1927, il signa une déclaration de l'Opposition appelant les ouvriers et les soldats des pays capitalistes à défendre l'URSS en cas de guerre; il fut alors déclaré persona non grata et expulsé par la France. Peu après, Staline le déclarait à son tour persona non grata.

Emmené d'un exil intérieur à l'autre après la répression de l'Opposition de gauche, sa santé brisée, démoralisé par l'arrivée au pouvoir de Hitler à laquelle personne ne s'était opposé, il capitula finalement devant Staline en 1934. Dans « Que signifie la capitulation de Rakovsky? », Trotsky écrivit en février 1934: « La déclaration de Rakovsky est l'expression d'un désespoir et d'un pessimisme subjek-



Khristian Rakovsky, le vétéran révolutionnaire (ici avec Trotsky en 1927), était la deuxième personnalité dirigeante de l'Opposition de gauche.

tif. Est-il possible de lutter pour le marxisme sur l'arène mondiale quand la réaction triomphe sur toute la ligne? On peut, sans aucune exagération, dire que c'est grâce à Hitler que Staline a vaincu Rakovsky [...].

« Nous n'avons pas le temps heureusement de nous lamenter sur nos amis perdus, même quand il s'agit de compagnons d'une lutte de trente années. Que chaque bolchévik se dise: « Un combattant de soixante ans, plein d'expérience et d'autorité, a quitté nos rangs; à sa place, il me faut gagner trois jeunes de vingt ans, et la brèche sera colmatée. Parmi ces jeunes, il y aura de nouveaux Rakovsky qui continueront la lutte pour notre cause, avec nous ou après nous »

(Oeuvres, tome 3).

Alors que les oeuvres de Boukharine et de Rykov ont maintenant été mises à la disposition du public soviétique, les écrits de Rakovsky restent interdits, sauf pour une poignée de gens: sa condamnation puissante de la bureaucratie stalinienne, sa défense éloquente de l'internationalisme prolétarien, son rôle dirigeant en tant que camarade de Trotsky dans l'Opposition de gauche, tout ceci est un poignard qui menace ceux qui, au Kremlin, sont les héritiers de Staline. Le Kremlin entend seulement « réhabiliter » Rakovsky la victime. Nous honorons la mémoire de Khristian Rakovsky, le militant de l'Opposition de gauche et le combattant. Traduit de *Workers Vanguard* n°455

## Boukharine...

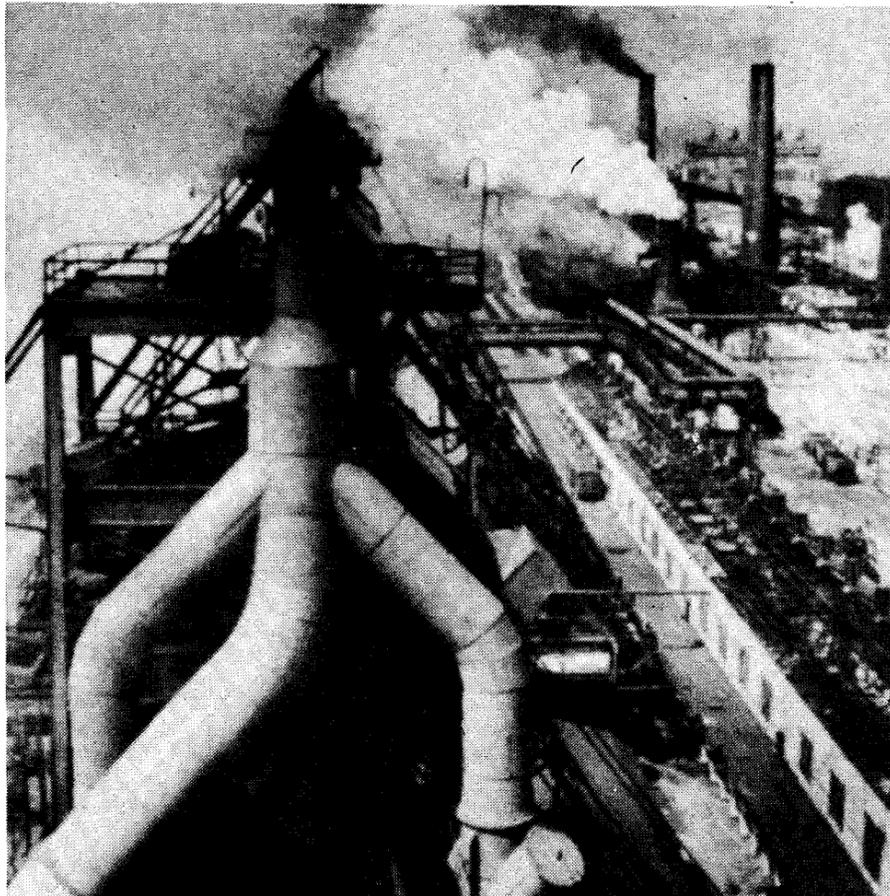
Suite de la page 7

battu contre les excès de Staline mais s'est aussi opposé à l'« hérésie trotskyste ».

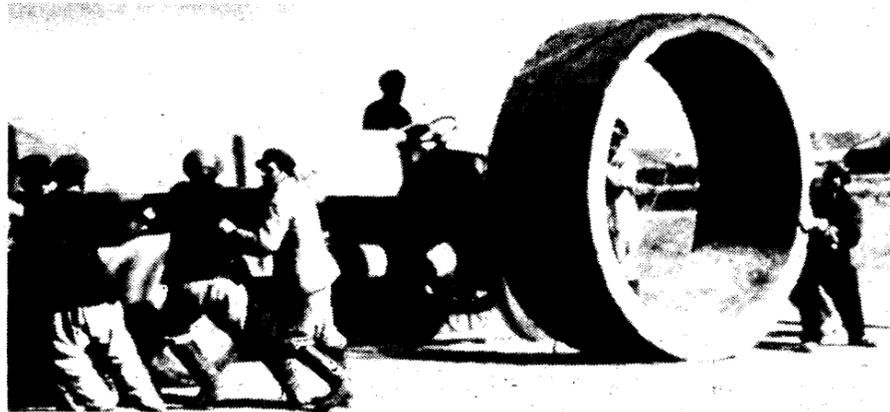
Dans le débat aux larges implications qui se déroule aujourd'hui en Union soviétique sur la « question de Staline », il manque l'ingrédient central de la fondation de l'Etat soviétique: *l'internationalisme*. Les grands-parents des Soviétiques d'aujourd'hui se préoccupaient avec passion de la révolution socialiste mondiale — ils vivaient quotidiennement dans l'espoir de l'extension de la révolution, la clé pour la signification et la survie de la république ouvrière soviétique nouveau-née pour laquelle ils s'étaient battus et sacrifiés. Aujourd'hui, on présente cela comme une mystérieuse « hérésie trotskyste » de « l'exportation de la révolution ». Maintenant, on dénigre même la fierté des vétérans soviétiques de la guerre d'Afghanistan qui estiment avoir rempli leur « devoir internationaliste » — du mieux qu'ils le comprenaient sous le lourd conservateur Brejnev —, en déclarant que tout cela était une « erreur » de la « vieille pensée ».

### COMME DE LA « CIRE MOLLE »

Récemment, un important article d'Otto Latsis, rédacteur en chef adjoint de la revue du parti soviétique *Komounist*, argumentait que Boukharine était le véritable héritier de Lénine et que l'année 1929, quand l'Opposition de droite fut écrasée par Staline, représentait une « contre-révolution » (*New York Times*, 11 juin). Mais il est clair que faire de Boukharine une espèce d'« anti-Staline » pose de nombreux problèmes. Non seulement Boukharine n'a pas combattu Staline, mais cet homme « doux » et « humain » fut pendant de nombreuses années le principal idéologue et homme à tout faire de Staline. Et quand le « grand chef » se retourna contre lui, il capitula presque sans un murmure. Quant au « programme pour construire le socialisme » de Boukharine, il aurait laissé l'Union soviétique au stade d'un pays arriéré et dominé par la paysannerie, une proie facile pour les forces contre-révolutionnaires à l'intérieur et pour les ennemis im-



Anatoly Skurikhin



Max Alpert

La construction du complexe sidérurgique de Magnitogorsk au début des années 30. Quand les contradictions de la NEP s'exacerbèrent, Staline entreprit une industrialisation brutale, en ayant recours au travail forcé.

périalistes à l'extérieur.

Dans son discours du 2 novembre 1987, Gorbatchev a cité le Testament de Lénine, écrit à la veille de « la maladie qui devait l'emporter »; ce document dresse un portrait des dirigeants clés du parti: « Boukharine n'est pas seulement dans le parti un théoricien des plus marquants et de très haute valeur; il jouit à bon droit de

l'affection du parti tout entier. Cependant, ses vues théoriques ne peuvent qu'avec la plus grande réserve être tenues pour parfaitement marxistes, car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais étudié et, je le présume, n'a jamais compris entièrement la dialectique) » (« Lettre au congrès », *Oeuvres*, tome 36).

Cette référence à Boukharine comme l'enfant chéri du parti revient ces jours-ci avec une régularité écoeurante dans la presse soviétique, comme si elle pouvait, rétrospectivement, lui passer sur les épaules le costume de Lénine. Ce n'est pas par hasard que Boukharine n'était considéré par aucun de ses collègues comme un successeur possible de Lénine. Lénine fit la remarque suivante: « Nous connaissons toute la douceur du camarade Boukharine, une de ses qualités pour laquelle on l'aime tant et pour laquelle on ne peut s'empêcher de l'aimer. Nous savons qu'on l'a plus d'une fois baptisé, en plaisantant: « cire molle ». Il s'avère que sur cette « cire molle », n'importe quel individu « dépourvu de principes », n'importe quel « démagogue », peut inscrire ce que bon lui semble » (« la Crise du parti », *Oeuvres*, tome 32).

C'est ce caractère impressionniste et scolastique qui fit glisser Boukharine de l'extrême gauche à l'extrême droite de l'éventail politique du parti en l'espace de quelques années. Boukharine avait à peine trente ans au moment de la révolution. Jusqu'à cette époque, ses travaux théoriques se caractérisaient par un gauchisme rigide:

une opposition luxemburgiste à Lénine sur le droit à l'autodétermination nationale, une tendance anarchiste à nier le besoin d'un Etat après la révolution prolétarienne, une tendance à réduire le programme de la révolution mondiale à une perspective immédiate d'offensive militaro-révolutionnaire.

Boukharine prit la tête des gauches qui étaient opposées *par principe* à la signature du traité de Brest-Litovsk avec l'Allemagne en 1918, ce à quoi elles opposaient une guerre révolutionnaire contre l'Allemagne à un moment où l'Etat soviétique n'avait pratiquement pas d'armée digne de ce nom. Les staliniens attribuent cette position à Trotsky, ce qui est une falsification. En fait, les divergences de Trotsky avec Lénine étaient d'ordre tactique — fallait-il accepter sur le champ les conditions humiliantes de l'Allemagne pour conclure la paix ou forcer les Allemands à briser la trêve et montrer ainsi clairement au prolétariat international que les bolchéviks n'avaient pas d'autre alternative? Il s'avéra que c'était Lénine qui avait raison, les Allemands ayant enfoncé le front et imposé des conditions beaucoup plus dures que celles qui avaient été proposées initialement. Au cours du vote final au comité central, Trotsky s'abstint pour permettre à Lénine de l'emporter contre Boukharine.

Quand il devint clair que la révolution mondiale n'était pas au coin de la rue, Boukharine, par une sorte de mouvement réflexe, anticipa le conciliationnisme de la bureaucratie naissante envers les forces de classe hostiles. En 1922, lui (et Staline) préconisaient l'abandon du monopole d'Etat du commerce extérieur, un des principaux remparts économiques de l'Etat ouvrier isolé contre les empiètements impérialistes. Cela amena Lénine à l'accuser de prendre « la défense du spéculateur, du petit-bourgeois et des couches supérieures de la paysannerie contre le prolétariat industriel » (« le Monopole du commerce extérieur », *Oeuvres*, tome 33).

### NEP ET PERESTROÏKA

Stephen Cohen, le biographe de Boukharine, fait de celui-ci le « précurseur de la *perestroïka* »: « *L'antistalinisme est une composante essentielle du programme de Gorbatchev. La perestroïka est un effort pour démanteler le système créé dans les années 30. Boukharine était le vrai défenseur de la NEP [...], l'idée du socialisme coopératif, le rôle du marché, le rôle des fermiers privés, le rôle de la concurrence [...]* » (*New York Times*, 19 janvier).

La NEP fut une retraite temporaire après les ravages de la guerre civile dans une économie arriérée, principalement paysanne et dans laquelle l'industrie s'était effondrée et était totalement désorganisée. La *perestroïka* est une tentative de réguler l'économie soviétique par l'intermédiaire des forces du marché et de la « concurrence entre les entreprises », avec comme conséquence potentielle et gravissime le démantèlement de la planification centralisée, la pièce maîtresse de l'économie socialisée.

Ce fut Trotsky, et non Boukharine, qui proposa en février 1920 ce qu'on devait appeler plus tard la NEP, sous la forme d'un « impôt en nature » basé sur un pourcentage de la production et destiné à remplacer les réquisitions forcées des surplus de la paysannerie rendues



Wide World

La collectivisation forcée à son apogée: la banderole demande « la liquidation des koulaks en tant que classe ». L'Opposition de gauche préconisait une collectivisation volontaire, avec comme incitation des tracteurs produits par une croissance industrielle planifiée.



Les dirigeants de l'Opposition de gauche en 1928 : assis de gauche à droite, Serebryakov, Radek, Trotsky, Boguslavsky, Préobrajensky. Debout, de gauche à droite: Rakovsky, Drobnis, Beloborodov, Sosnovsky.

nécessaires par les dures conditions de la guerre civile — la politique du « communisme de guerre ». La proposition de Trotsky fut repoussée par le Politburo, mais un an plus tard Lénine vint avec une proposition similaire qui devint le noyau de la NEP. Pour tenter de faire bénéficier la *perestroïka* de l'autorité de Lénine, les partisans du « socialisme de marché » prétendent qu'il voyait la NEP comme la transition vers le socialisme; ils citent sa déclaration (faite à la conférence du parti de mai 1921) comme quoi la NEP était décidée « sérieusement et pour longtemps ». Il se trouve que Lénine citait là favorablement un autre orateur qui argumentait que cela voulait dire vingt-cinq ans. « Je ne suis pas si pessimiste », répliqua Lénine, qui dans le même paragraphe qualifie la NEP de « retraite ». Auparavant, au cours du même débat, il déclarait : « Nous déclarons aux paysans ouvertement, honnêtement, sans nullement chercher à les tromper : afin de rester dans la voie du socialisme, nous vous accorderons, camarades paysans, toute une série de concessions, mais seulement dans telles limitations et dans telle mesure et, naturellement, nous fixerons nous-mêmes cette mesure et ces limites » (*Oeuvres*, tome 32).

Il fallut beaucoup moins que vingt-cinq ans pour atteindre les limites de la NEP. A la veille de la dernière attaque de la maladie qui le paralysa fin décembre 1922, Lénine fit un bloc avec Trotsky contre la bureaucratie qui se développait. Dans ce bloc, une des questions était la nécessité de s'engager d'urgence dans une *industrialisation planifiée*. Il fit savoir au Politburo que la proposition de Trotsky de donner de larges pouvoirs législatifs à la Commission de planification d'Etat (Gosplan) était « une idée juste », ajoutant qu'« à cet égard, on peut et l'on doit, je pense, accéder au désir du camarade Trotsky » (« Attribution de fonctions législatives au Gosplan », *Oeuvres*, tome 36).

Mais Staline, Boukharine et Cie accueillirent la proposition d'un plan quinquennal « par des railleries dignes du petit-bourgeois qui redoute le "saut dans l'inconnu" » (Léon Trotsky, *la Révolution trahie*, 1936). Lors du 12<sup>e</sup> congrès du parti, en 1923, Trotsky exposa avec netteté la « crise des ciseaux », montrant la forte hausse des prix industriels comparés aux prix agricoles. C'était le signal d'un danger : s'il n'y avait pas suffisamment de produits manufacturés à échanger avec les produits agricoles, les paysans allaient commencer à re-

fuser de livrer aux villes les produits alimentaires.

Devant le 5<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, en 1924, même Boukharine reconnaissait que la NEP n'avait pas été conçue comme une politique à long terme : « A l'étranger prévaut l'opinion que la NEP a été introduite afin de préserver le pouvoir; et ce fut bien le cas. Mais plus tard, nous sommes devenus convaincus que la NEP était davantage qu'une simple manœuvre » (cité dans E.H. Carr, *Socialism in One Country*, tome 3, [traduit par nos soins]).

Ici, « nous » signifie Boukharine-Staline, pour qui la conciliation de la paysannerie et les encouragements aux « nepmen » (spéculateurs et entrepreneurs) petits-bourgeois étaient devenus partie intégrante d'une attaque générale contre les principes du socialisme. L'année 1924 marqua la consolidation du pouvoir d'une couche bureaucratique dans le parti et l'Etat soviétiques, une contre-révolution politique qui usurpa le pouvoir des mains de l'avant-garde prolétarienne.

Boukharine exhorta grotesquement les paysans avec son « Enrichissez-vous ! » et déclara que le socialisme devait progresser à « une allure de tortue ». Les koulaks et les nepmen furent reçus à bras ouverts dans le parti où ils devinrent une aile significative de la bureaucratie maintenant montante. La première législation de la NEP, rédigée sous le contrôle direct de Lénine, et tout en autorisant le libre commerce des produits agricoles, restreignait sévèrement l'emploi de salariés et l'acquisition de terres. Cependant, en 1925 ces restrictions furent considérablement libéralisées. Après 1925, la politique de Staline-Boukharine était ainsi beaucoup plus permissive envers le capitalisme agraire que la NEP de Lénine. Contre cette politique, l'Opposition de gauche réclamait que les koulaks soient plus lourdement imposés afin de financer l'industrialisation, et « amen[er] petit à petit cette partie, la plus nombreuse de la paysannerie [les paysans moyens], au passage à une production collective, au moyen de machines » (*Plate-forme de l'Opposition*, 1927).

L'Opposition de gauche préconisait d'accélérer le rythme de l'industrialisation non seulement pour désamorcer « la crise des ciseaux » mais aussi pour accroître le poids social du prolétariat. Pour les trotskystes, la construction du socialisme à l'intérieur de la Russie était liée à l'extension internationale de la révolution. Contre cette



Basil Blackwell Inc. Photos

Des oppositionnels de gauche, exilés en Sibérie, manifestent pour l'anniversaire de la Révolution en 1928. Sur la banderole de gauche : « Tournez le tir contre la droite, contre le koulak, le nepman et le bureaucrate [...] »

perspective léniniste, la bureaucratie signifia qu'elle avait pris le pouvoir quand Staline proclama qu'il était possible de construire le socialisme dans un seul pays.

Après la défaite de la révolution de 1923 en Allemagne, Boukharine développa la théorie de la « stabilisation du capitalisme », niant la perspective de l'extension internationale de la révolution « peut-être pour une période considérable ». Le ci-devant avocat de la guerre révolutionnaire se chargea de l'attaque contre la révolution permanente de Trotsky qu'il dénonçait pour semer « les germes du doute sur la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays ». L'idée que le socialisme — une société sans classes nécessitant des niveaux de production qualitativement plus élevés que même dans le capitalisme le plus avancé — pouvait être construit dans un seul pays, qui plus est un pays aussi arriéré que la Russie, était si manifestement antimarxiste que non seulement Lénine mais aussi Staline et Boukharine s'y étaient toujours opposés.

#### BOUKHARINE, L'ANTI-STALINE ?

Boukharine, cet homme « doux » et « humain », se lança dans la bataille contre l'Opposition de gauche léniniste avec une agressivité et une déloyauté qui, à l'époque, dépassaient même celles de Staline. C'est Boukharine qui inaugura un des traits distinctifs de la méthode

stalinienne de « polémique » : piocher des citations hétéroclites de Lénine, hors de leur contexte, et les utiliser pour dénigrer des individus. En 1925, Boukharine faisait cet aveu à Trotsky : « Nous n'avons pas de démocratie parce que nous avons peur de vous. » Lors de la conférence du parti en novembre 1926, Boukharine railla l'Opposition unifiée de Trotsky-Zinoviev-Kamenev dans le langage d'un prêtre orthodoxe, exigeant les confessions serviles qui devaient devenir la routine du régime de Staline : « Présentez-vous devant le parti la tête baissée, et dites : Pardonnez-nous, car nous avons péché contre l'esprit et contre la lettre et contre l'essence même du léninisme. » Staline opina : « Bon travail, Boukharine, bon travail. Il ne parle pas. Il fouette. » Quand Kamenev et Zinoviev eurent « confessé », Boukharine les humilia et lâcha : « Vous avez bien fait de réfléchir. Nous en étions à la dernière minute. Le rideau de fer de l'Histoire est tout juste en train de tomber. »

C'est ainsi que le trotskysme fut « vaincu idéologiquement ». Trotsky et les autres dirigeants de l'Opposition qui refusèrent de capituler furent non seulement exclus du parti mais exilés loin de Moscou. Boukharine n'éleva aucune objection. En janvier 1928, Trotsky et sa famille furent placés aux arrêts dans leur appartement de Moscou,

Suite page 10

## SPARTACIST

NUMBER 41-42    ENGLISH EDITION    WINTER 1987-88    ONE DOLLAR/75 PENCE

---

### Spartacist

Edition anglaise

n° 41-42

Hiver 1987-88

10F port inclus

---

70th Anniversary of Russian Revolution

## Return to the Road of Lenin and Trotsky!

PAGE 4

---

Where Is Gorbachev's Russia Going?

PAGE 20

---

The Poland of Luxemburg vs. the Poland of Pilsudski

Memoirs of a Revolutionary Jewish Worker

A REVIEW... PAGE 53

---

Ecrire au Bolchévik :  
B.P. 135 - 10  
75463 Paris Cedex 10

## Boukharine...

Suite de la page 9

puis chassés et exilés de force à Alma-Ata. Natalia, sa femme, raconte: « Plus tard, nous fûmes informés que la "direction politique" de cette relégation avait été celle de Boukharine. » Mais le « rideau de fer » de Staline devait bientôt tomber aussi sur la tête de Boukharine. En l'espace de quelques mois, le dirigeant de l'Opposition de droite proposait secrètement un bloc avec l'Opposition de gauche contre Staline, expliquant avec effroi: « Il nous assassinera, il nous étranglera. » Trotsky était catégoriquement opposé à un bloc politique; il insistait que le programme économique de l'Opposition de droite représentait la menace la plus immédiate contre le maintien du pouvoir d'Etat prolétarien.

La politique de Boukharine favorisait les forces de la contre-révolution sociale en Union soviétique. La politique d'« enrichissement » des koulaks, comme cela était prévisible, ne conduisit pas seulement à l'exacerbation des distinctions de classe dans les campagnes, les paysans pauvres se retrouvant pratiquement réduits à la condition d'ouvriers agricoles qui était la leur avant la révolution; elle amena aussi le chantage exercé par les koulaks contre les villes. De leur côté, les nepmen avaient continué à se renforcer: fin 1926, presque 60 % de toute la main-d'œuvre industrielle travaillait dans de petites industries privées, sous la coupe de petits capitalistes qui contrôlaient l'approvisionnement et la distribution. En 1928, les koulaks organisaient la grève du blé, menaçant d'affamer les villes. A Smolensk, les koulaks de Biélorussie trinquaient à la liquidation prochaine de tous les communistes. Staline estima qu'il n'avait d'autre choix que de passer à l'attaque avec une politique non préparée, mal conçue et brutale de collectivisation forcée et d'industrialisation à marche forcée.

Et il dut passer à l'attaque contre ses ex-alliés de l'Opposition de droite. Soumis au même traitement qu'il avait auparavant infligé à Trotsky, Boukharine ne se contenta pas de capituler: il rampa. Il désavoua sa politique pro-paysans et son opposition à la collectivisation avec des odes grotesques à l'infailibilité de Staline, dépassant même Staline dans l'éloge d'une politique à laquelle il était opposé. Une lettre récemment publiée dans le *New York Times* (28 février) fait remarquer que seulement onze jours avant l'article cynique de Staline intitulé « Grisés par le succès », et qui essayait de faire retomber la responsabilité du rythme catastrophique de la collectivisation sur les cadres subalternes, Boukharine écrivit pour la *Pravda* du 19 février 1930 un article intitulé « la Grande reconstruction », qui se trouve être la dernière prise de position en défense de la collectivisation à tous crins.

Pendant quelques années, Staline « récompensa » Boukharine pour sa bonne conduite. Il fut un temps rédacteur en chef des *Izvestia*. En 1936, il rédigea la tristement célèbre « constitution de Staline », qui proclamait l'avènement du socialisme en plein milieu de la plus affreuse des terreur policières. Après avoir écrit ce qui fut présenté comme la « constitution la plus démocratique du monde », Boukharine fut arrêté. Staline ayant menacé d'assassiner sa jeune femme et son fils s'il résistait, Boukharine se livra à une joute oratoire avec

ses accusateurs, à la manière du Galilée de Bertold Brecht. Il chercha à ridiculiser ses persécuteurs, niant des accusations précises tout en déclarant des absurdités comme: « Je plaide coupable de [...] la somme des crimes commis par cette organisation contre-révolutionnaire, que je l'ai connue ou pas, que j'ai participé ou pas à telle ou telle action. »

Les partisans de Boukharine comme Cohen appellent cela son « heure de gloire ». Mais si Boukharine ne s'est pas avili pitoyablement comme le reste des « accusés », il n'en a pas moins avoué. Dans son livre *Nikolai Bukharin —*



Les calomnies de la presse de Staline contre les opposants: à gauche, Boukharine et Trotsky représentés comme les chiens courants de la Gestapo en 1938; à droite, Trotsky, Zinoviev et Kamenev montrés de mêche avec les nazis en 1936.

*The Last Years* (1980), Roy Medvedev cite l'abjecte confession de Boukharine devant le 17<sup>e</sup> congrès du parti en 1934, à une époque où il n'avait pas encore sur sa tête ou sur celle de sa famille l'ombre de la potence: « Le camarade Staline a été entièrement correct d'avoir pris position avec tant d'éloquence, en usant brillamment de la dialectique marxiste-léniniste, contre beaucoup des prémisses théoriques de déviation droitière que j'avais moi-même formulées auparavant. » Commentant ceci, Medvedev écrit: « Boukharine ne pouvait guère être sincère en disant cela, mais il est parfois nécessaire d'agir contre sa conscience. » Ce n'est pas vraiment ainsi qu'est censé se comporter un dirigeant communiste, et encore moins celui qu'on présente comme l'opposant principal au stalinisme.

### RETOUR A LA VOIE DE LENINE ET TROTSKY!

Ce qui était en jeu dans les batailles fractionnelles des années 20, c'était l'existence même de l'Etat soviétique. Ce sont Trotsky et l'Opposition de gauche qui se sont battus contre Staline et le stalinisme, qui avaient un programme pour développer et renforcer l'Etat ouvrier soviétique tout en luttant pour la seule manière sûre de le défendre, l'extension internationale de la révolution. Et c'est précisément pourquoi Trotsky continue à être honni par la bureaucratie. Dans son discours pour le 70<sup>e</sup> anniversaire, Gorbatchev a resservi contre Trotsky les attaques stalinienne usées jusqu'à la corde: « Trotsky et les trotskystes n'ont pas la possibilité de construire le socialisme dans les conditions de l'encerclement capitaliste. »

« En politique extérieure, ils misaient sur l'exportation de la ré-

volution et, en politique intérieure, estimaient qu'il fallait "serrer la vis" à la paysannerie, miser sur l'exploitation de la campagne par la ville, sur le transfert des méthodes administratives militaires dans la gestion de la société. »

Maintenant qu'ils ont arrêté de faire de Trotsky l'agent de Hitler, du Mikado et du roi d'Angleterre, la ligne c'est de le présenter comme un « super-Staline » adonné aux « méthodes administratives militaires ». Dans un commentaire mordant du discours de Gorbatchev, intitulé « Trotsky est toujours enlevé dans le culte de la non-personnalité », Christopher Wren

gagné la guerre malgré Staline. »

Les odieux crimes de Staline représentaient l'aboutissement logique de sa défense des intérêts privilégiés de la bureaucratie, laquelle, pour renverser le programme révolutionnaire et internationaliste d'Octobre, eut besoin de « liquider » les cadres qui avaient dirigé Octobre. Internationalement, la politique antirévolutionnaire de la bureaucratie a aggravé l'isolement de l'Union soviétique. La confiance grotesque que Staline accordait aux assurances des intentions pacifiques de Hitler après la signature du Pacte Hitler-Staline, la destruction par lui des meilleurs éléments du corps des officiers soviétiques, tout cela a coûté aux peuples soviétiques des millions de morts. Si la politique de l'Opposition de droite boukharinienne l'avait emporté, il est probable qu'il n'y aurait plus eu d'Union soviétique en 1941.

Depuis le discours de Khrouchchev, en 1956, « Sur le culte de la personnalité et ses conséquences », jusqu'aux oeuvres soviétiques contemporaines, Staline est considéré avant tout comme une personnalité aberrante et brutale. Il était cela. Mais, comme le disait Trotsky, « il ne s'agit pas d'un match entre Staline et Trotsky mais d'un antagonisme entre la bureaucratie et le prolétariat » (« Stalinisme et bolchévisme », août 1937, *Oeuvres*, tome 14). Ce n'est pas par hasard que l'appareil de Staline comptait dans ses rangs beaucoup de gens qui étaient en 1917 de l'autre côté des barricades. Le principal accusateur du troisième des procès de Moscou, Andréi Vychinsky, était un responsable menchévik dans le gouvernement provisoire de Kerensky; en outre, il aurait signé en personne, pendant la période de réaction des « journées de juillet », un ordre d'arrêter Lénine, accusé d'être un espion allemand.

Avec sa politique de *glasnost* et de *perestroïka*, le régime Gorbatchev encourage un réexamen des crimes de Staline contre les travailleurs soviétiques et contre la révolution qu'ils ont accomplie; simultanément, il cherche à suivre une politique économique et internationale qui va profondément à l'encontre des intérêts du prolétariat soviétique et mondial. L'Union soviétique va vers de sérieuses secousses intérieures, car la classe ouvrière défendra ses intérêts économiques contre l'« économie de marché » et les mesures d'austérité de la *perestroïka*.

Contre les crimes du stalinisme, la seule alternative révolutionnaire réside dans le programme et dans l'histoire de l'Opposition de gauche trotskyste. Les archives de l'histoire soviétique doivent être mises à la disposition des masses. Elles trouveront là, dans l'histoire des luttes passées, une réponse révolutionnaire aux problèmes auxquels elles sont confrontées aujourd'hui: la perspective de la révolution socialiste internationale pour défendre et étendre les acquis d'Octobre, le programme de la révolution politique prolétarienne pour chasser les bureaucrates usurpateurs. Comme nous l'écrivions il y a dix ans de cela (« la Campagne pour "réhabiliter" Boukharine », *Workers Vanguard* n°220, 1<sup>er</sup> décembre 1978): « Pour régler véritablement les comptes de l'Histoire, il faudra une révolution politique prolétarienne pour chasser les héritiers de Staline, de concert avec une révolution sociale dans les pays capitalistes. » Retour à la voie de Lénine et Trotsky!

Traduit de *Workers Vanguard* n°455

## «Pilule abortive» RU-486

# Libre accès pour toutes!

L'année dernière, un nouveau produit pharmaceutique d'une importance exceptionnelle pour les femmes, en particulier, a été mis au point par l'équipe du Pr. Baulieu, du laboratoire Roussel-Uclaff: la mifépristone ou « pilule abortive » RU-486 qui rend désormais facile et sans danger l'interruption de grossesse. Il y a dans le monde chaque année quatre-vingt-dix millions de naissances et entre quarante et cinquante millions d'avortements; quel immense soulagement ce serait pour ces millions de femmes d'avoir accès à un tel moyen simple, sans danger, de mettre fin à une grossesse non désirée! Comme le soulignait Chantal Birman, sage-femme à la maternité des Lilas, après une étude qu'elle a menée auprès de plusieurs femmes qui avaient expérimenté ce produit: « *Au-delà d'une substantielle démedicalisation, le RU, pris à domicile, contribue à faire de l'avortement une décision privée, libre des carcans institutionnels, et va donc dans le sens d'une plus grande autonomie individuelle. En ce sens, le RU répond davantage à ce que j'imagine être un réel droit à l'avortement. En comparaison, l'aspiration est plutôt un droit formel à l'avortement* » (Libération, 5 février 1987).

Les recherches sur ce produit, commencées en 1982, ont aujourd'hui abouti. Toutes les expérimentations faites en France, en Suède et en Chine, en particulier, ont démontré un taux de réussite de 95%, sans aucun danger pour les femmes, et qui aurait son efficacité maximum dans les premières semaines de la grossesse (jusqu'à la septième semaine, sans présumer d'une amélioration pouvant permettre une interruption de grossesse plus avancée). Le RU-486 est en effet un anti-hormones, empêchant la diffusion de la progestérone dans l'utérus (processus nécessaire à la nidation). Administré sous forme de pilule, adjointe à une injection intramusculaire ou vaginale de prostaglandines (substances qui favorisent la contraction de

l'utérus), il permet de provoquer à nouveau les saignements menstruels, un peu plus abondants que de coutume. Au cours de ces saignements, le minuscule embryon est expulsé naturellement du corps; plus besoin d'hospitalisation ou de clinique, plus besoin d'anesthésie, aucun risque d'infection ou de perforation que pouvaient parfois provoquer les interventions chirurgicales, curetage ou même méthode par aspiration; sans parler du traumatisme psychologique et de l'angoisse que vit chaque femme ayant recours à une IVG face à l'agression que représente l'acte chirurgical. Et ce, même si la méthode par aspiration est un infini progrès par rapport aux méthodes barbares de curetage pratiquées précédemment.

Cette découverte ouvre également la porte à d'autres applications tout aussi capitales pour la santé des femmes: en effet, outre l'orientation des recherches vers la mise au point d'une véritable pilule qui pourrait remplacer la prise de pilule contraceptive quotidienne par une simple pilule en fin de chaque cycle, ce produit a déjà été employé avec un certain succès dans le traitement du cancer du sein, de troubles hormonaux chez l'homme et la femme. D'autre part, adjoint à d'autres produits, il faciliterait l'expulsion lors d'accouchements prématurés en cas de mort du fœtus pour malformation et, enfin, pourrait faciliter les accouchements à terme et éviter à beaucoup de femmes de subir une césarienne.

Pour nous, trotskystes, qui avons toujours lutté pour le droit à l'avortement libre et gratuit y compris pour les mineures et les immigrées, pour qu'aucune femme ne soit obligée de porter un enfant qu'elle n'a pas voulu, cette nouvelle pilule porte en elle l'espoir que, pour la première fois dans l'Histoire, les moyens techniques existent pour que cela devienne une réalité!

Mais comme on pouvait s'y attendre, la réponse à cette décou-

verte révolutionnaire n'est qu'hypocrisie et atermoiements. Certes, on n'assiste pas en France à une campagne de bigoterie hystérique comme celle qui fait rage aux USA, qui va jusqu'à poser des bombes devant les cliniques d'avortement et qui, jusqu'à présent, a empêché les laboratoires pharmaceutiques américains de s'intéresser à ce produit. C'est sous d'autres formes que s'exprime en France — avec notamment la toute-puissance de son Etat bourgeois étouffoir — l'opposition déterminée de la bourgeoisie à ce procédé qui signifie que la question d'avortement et de grossesse peut devenir un authentique choix personnel dans lequel le gouvernement ne peut intervenir.

Après la lecture de tous les comptes rendus d'expérimentation, et qui s'accordent tous sur la simplicité du processus, même si une surveillance médicale reste nécessaire et légitime, on ne peut que trouver hautement douteuses les multiplications de mises en garde et de prudence émanant en particulier du corps médical et dont s'est fait l'écho le Comité national d'éthique réuni en décembre 1987 qui s'est fermement prononcé pour que le RU-486 ne soit pas mis en vente dans les pharmacies, mais seulement délivré dans les centres hospitaliers très spécialisés. Ce qui signifie que malgré l'annonce, à plusieurs reprises dans les médias, de sa mise sur le marché imminente, son utilisation reste encore quasi confidentielle, limitée à quelques hôpitaux parisiens et à la discrétion des médecins de ces services, favorables ou non à son utilisation.

En fait, sous couvert de préoccupations thérapeutiques, il s'agit d'un frein tous azimuts pour empêcher un accès facile à ce produit à toutes les femmes qui le désirent. Car toute mesure allant dans ce sens signifierait jeter aux orties la loi Veil et ses clauses restrictives et réactionnaires: hospitalisation obligatoire, clause de conscience qui soumet les femmes au bon vouloir des médecins, délai de réflexion

obligatoire, interdiction pour les mineures sans autorisation des parents, interdiction aux immigrées, et interdiction au-delà d'une grossesse de dix semaines.

Certes, on ne pouvait s'attendre à moins du gouvernement réactionnaire Chirac-Pasqua, mais il n'y a pas plus d'espoir pour que de telles mesures soient prises par le nouveau gouvernement Mitterrand-Rocard, dont un des membres, Bérégovoy, s'était déjà illustré en 1984 en s'opposant au remboursement de l'IVG.

Cette « pilule abortive » doit être accessible, immédiatement, pour toutes les femmes qui le désirent. Abolition de la loi Veil! Avortement libre et gratuit pour toutes y compris mineures et immigrées!

Toutes les mesures réactionnaires rendues caduques par une simple prescription médicale signifieraient la fin de l'angoisse pour les milliers de femmes qui, en plus de la douloureuse expérience que représente la décision d'avorter, sont contraintes à une course d'obstacles pour obtenir une place dans un centre d'IVG dans les délais légaux (en 1986, alors que 168 000 avortements légaux avaient lieu en France, 3 369 femmes étaient encore contraintes de faire le voyage en Grande-Bretagne pour subir une IVG en dehors des délais légaux). Sans parler du coût infiniment moins élevé que représenterait ce procédé, le mettant ainsi à la portée des femmes des couches les plus défavorisées, la généralisation de cet acte médical complètement privé rendrait complètement inapplicable la clause scandaleuse de l'interdiction d'avorter en France aux femmes immigrées — à moins qu'une loi interdise explicitement aux médecins de dispenser des soins à toutes les femmes immigrées.

Enfin aujourd'hui, 9 800 avortements en France concernent des mineures et l'implication de cette découverte est non des moindres en ce qui les concerne. La science moderne a ouvert de nouvelles perspectives pour éviter aux femmes la souffrance et le traumatisme de mettre fin à une grossesse non désirée. Mais seule la révolution socialiste pourra débarrasser le monde de l'hystérie réactionnaire et des institutions sociales puissantes qui perpétuent l'oppression des femmes!

## Léon Trotsky...

Suite de la page 12

ter Duranty du *New York Times*, les « socialistes » fabiens britanniques Sidney et Beatrice Webb, plus les divers compagnons de route stalinien. Un journal de Boston résuma avec délectation les purges sanglantes en expliquant que c'était l'Internationale communiste qui avait été mise au poteau et fusillée. A la même époque, Staline décapitait la révolution espagnole en la privant d'armes, en écrasant les ouvriers de Barcelone et en exécutant les dirigeants de gauche combattifs. Dans *Behind the Moscow Trials*, Max Shachtman, alors dirigeant trotskyste, écrivait en 1936: « *La spectaculaire condamnation de Zinoviev, de Kamenev et des autres, leur exécution brutale, la condamnation de Trotsky — c'est-à-dire l'attaque contre ces personnalités qui symbolisent pour la bourgeoisie mondiale les redoutables mots "révolution mondiale", c'est la manière qu'a Staline de sceller*

*devant elle, dans le sang, son serment que pour le Kremlin la révolution prolétarienne internationale est enterrée depuis longtemps.* »

Ce n'était cependant pas suffisant pour les impérialistes « démocratiques », qui refusèrent les offres d'alliance de Staline. Ils comptaient sur Hitler pour en finir avec la « menace bolchévique ». En novembre 1937, Trotsky écrivait (« *Un Etat non ouvrier et non bourgeois?* », *Oeuvres*, tome 15): « *Malgré tous les efforts que la clique de Moscou déploie pour démontrer qu'elle représente une force conservatrice sûre (cf. la politique de Staline en Espagne), l'impérialisme mondial ne fait pas confiance à Staline; il ne lui épargne pas les camouflets humiliants, et il est prêt à le renverser à la première circonstance favorable. Hitler — c'est là sa force — ne fait qu'exprimer de la façon la plus conséquente et la plus franche le rapport entre la bourgeoisie mondiale et la bureaucratie soviétique. La bourgeoisie, qu'elle soit fasciste ou démocratique, ne peut se satis-*

*faire des exploits contre-révolutionnaires isolés de Staline; elle a besoin d'une contre-révolution complète dans les rapports de propriété et de l'ouverture du marché russe. Tant qu'elle ne les obtient pas, elle considère l'Etat soviétique comme un adversaire. Et elle a raison.* »

Pour expliquer les « aveux » extorqués par Staline et ses nervis du GPU, et pour expliquer les capitulations politiques, les *Nouvelles de Moscou* écrivent qu'« *on peut trouver contre chacun, même contre les personnes les plus fermes, un supplice qui le brisera* ». Il y en eut pourtant qui n'avouèrent pas, qui luttèrent jusqu'au bout. En cherchant la vérité sur sa propre histoire, le peuple soviétique redécouvrira les courageux militants de l'Opposition de gauche, que leur attachement à la révolution socialiste internationale avait armés pour leur combat sans concessions contre la destruction par Staline du parti et du programme bolchéviques. Au camp de prisonniers de Vorkuta, un témoin raconte que quand les trotskystes furent exécutés, au

printemps sanglant de 1938, « *alors qu'ils partaient, les condamnés chantèrent l'"Internationale", reprise par les voix de centaines de prisonniers qui restaient dans le camp.* »

Les trotskystes ne se tournent pas vers la bureaucratie mais vers les travailleurs soviétiques pour rendre aux dirigeants bolchéviques la place dans l'Histoire qui leur revient. La démocratie des soviets ne sera restaurée qu'avec une révolution politique prolétarienne qui chassera la bureaucratie stalinienne parasitaire en luttant pour défendre et pour étendre les acquis de la révolution d'Octobre dans le monde entier. Ainsi que l'écrivait Trotsky au plus fort des Procès de Moscou: « *La révolution ouvrira toutes les armoires secrètes, révisera tous les procès, réhabilitera les calomniés, dressera des monuments aux victimes, vouera une malédiction éternelle aux bourreaux* » (« *le Commencement de la fin* », août 1937, *Oeuvres*, tome 14). Retour à la voie de Lénine et Trotsky!  
Traduit de *Workers Vanguard* n°456

## La « page blanche » qui hante l'URSS de Gorbatchev

# Léon Trotsky: combattant de la révolution mondiale

27 juin — Tandis qu'à l'intérieur de la bureaucratie soviétique la tension monte à l'approche de la conférence extraordinaire du parti communiste qui doit s'ouvrir le 28 juin, la question « historique » des victimes des procès de Staline est devenue d'une actualité brûlante. Mais tandis que le régime Gorbatchev réhabilite les dirigeants de l'Opposition de droite boukharinienne et les capitulateurs Zinoviev-Kamenev, une « page blanche » aveuglante continue à hanter l'Union soviétique de Gorbatchev: Léon Trotsky qui, aux côtés de Lénine, a dirigé la Révolution russe, le fondateur de l'Armée rouge et le dirigeant de l'Opposition de gauche — seule à combattre Staline jusqu'au bout, à continuer à défendre le programme léniniste de l'internationalisme communiste.



Bulletin of the Opposition

**Léon Sedov, fils de Trotsky et organisateur de l'Opposition de gauche internationale, victime de la terreur stalinienne**

Le lundi 13 juin, la Cour suprême d'URSS a formellement cassé les condamnations de Kamenev, Zinoviev, Piatakov, Radek et vingt-neuf autres dirigeants bolchéviques victimes des machinations des deux premiers Procès de Moscou, en 1936 et 1937. La Cour suprême avait auparavant réhabilité Boukharine, Rykov, Rakovsky et dix-sept autres condamnés en 1938 dans le procès-machination du soi-disant « bloc antisoviétique des droitiers et des trotskystes ». Si la dernière décision de la Cour suprême a disculpé « tous ceux impliqués dans ces procès », il n'est fait aucune mention de Trotsky et de son fils Léon Sedov. Mais le vendredi 17 juin, Youri Afanassiev, recteur de l'Institut

d'Etat des archives historiques, convoquait une conférence de presse au Ministère des Affaires étrangères pour demander que Trotsky soit juridiquement disculpé et que ses œuvres soient publiées: « Nous devons réhabiliter tous ceux qui ont été persécutés ou accusés à tort, et il faut que Trotsky soit mis à égalité avec toutes les autres victimes de Staline, c'est une question de justice [...]. Il est très étrange que des professeurs et des enseignants essaient de critiquer Trotsky quand ils n'ont jamais lu un mot de ce qu'il a écrit. La même chose est encore vraie pour Boukharine, Kamenev et Zinoviev. »

De son côté, le *Guardian* de Londres du 23 juin écrit que la conférence du PCUS va autoriser la construction, au centre de Moscou, d'un mémorial aux millions de victimes de Staline. Un rassemblement pour ce mémorial a eu lieu le 25 juin devant le stade Dynamo de Moscou, rassemblement au cours duquel ont pris la parole des partisans en vue de Gorbatchev comme Afanassiev et Vitali Korotitch, rédacteur en chef de l'hebdomadaire pro-glasnost *Ogoniok*. Et à la veille de la conférence, les *Nouvelles de Moscou* (19 juin pour l'édition en français) publiaient un long article, intitulé « le Mythe de Staline se dissipe », sur la réhabilitation des victimes des Procès de Moscou. L'article admet que « l'accusé principal lors de ces procès, accusé par contumace — au grand regret de Staline — était Trotsky qu'il [Staline] haïssait surtout », et il ajoute: « Trotsky, qui se trouvait à cette époque-là en Norvège, n'en croyait pas ses oreilles: lui, juif et antifasciste, ainsi que ses anciens partisans étaient accusés d'avoir comploté avec la Gestapo ! »

Dans le même numéro des *Nouvelles de Moscou*, la « non-personne » numéro un est mentionnée dans une interview avec l'actrice healyste Vanessa Redgrave (qui demande la publication des œuvres de Trotsky) et dans un article signé par lui, Afanassiev demande aux guides de l'Institut Smolny de Leningrad, l'état-major de la révolution d'Octobre de 1917, de montrer aux visiteurs le bureau de

1938 — Trotsky dénonce les machinations des Procès de Moscou depuis son exil mexicain.

Wide World



Trotsky. A côté de cela, la dernière page de ce même numéro des *Nouvelles* est consacrée au millénaire de l'Eglise orthodoxe russe, bastion du nationalisme russe, de l'obscurantisme et de l'antisémitisme. Et il annonce, raccourci saisissant de la glasnost aujourd'hui, que le 1984 de George Orwell va être bientôt publié en Union soviétique (alors que les œuvres de Trotsky sont toujours interdites).

Comme nous l'avons noté dans « le Dossier Boukharine » (cf. page 6), le fil conducteur derrière toutes les réhabilitations a été qu'« il est désespérément nécessaire de trouver une alternative historique à un Staline discrédité, et ce sur le même terrain politique du "socialisme dans un seul pays" ». Ainsi, les *Izvestia* du 14 juin proclament carrément que « tout le monde aujourd'hui sait que Nikolai Ivanovitch Boukharine était un nouveau Lénine, l'enfant chéri du parti et son théoricien le plus éminent ». Les conseillers de Gorbatchev font du dirigeant de l'Opposition de droite le grand-père de leur poli-

tique économique orientée vers le marché (*perestroïka*). Trotsky reste maudit parce que son nom est synonyme du programme de la révolution mondiale.

De plus, avec les réhabilitations, ils cherchent non pas à s'affirmer solidaires de la génération de la révolution d'Octobre, que Staline a assassinée avec les Procès de Moscou, mais de se concilier l'opinion libérale occidentale (impérialiste). L'article des *Nouvelles de Moscou* est à cet égard explicite. Non content de suggérer l'idée grotesque que c'est dans la défense léniniste intransigeante de la Russie révolutionnaire pendant la guerre civile qu'il faut chercher les germes du stalinisme, l'article attaque Trotsky et Zinoviev pour avoir considéré « comme un mérite leur comportement impitoyable pendant la révolution », et explique que « c'étaient eux-mêmes qui avaient mis en marche la machine infernale dans les engrenages de laquelle ils furent pris par la suite ». La principale objection de l'auteur contre les procès-purges est que Staline, « assouvissant sa soif de sang [...], a lui-même sapé les bases du front antifasciste international en train de se former et a attisé la méfiance de l'Occident démocratique vis-à-vis de l'Union soviétique ».

En fait, ce fut tout le contraire. La presse occidentale a presque unanimement accepté les Procès de Moscou et a aidé Staline à répandre aux quatre coins du monde ses calomnies meurtrières: citons Wal-

Suite page 11

**Gorbatchev réhabilite le dirigeant de l'Opposition de droite**

**Le dossier Boukharine**

**VOIR PAGE 6**